ACTIELEC Technologies

AUTOMOTIVE & TELECOMMUNICATIONS

# RAPPORT FINANCIER
# 2003

WWW.ACTIELEC.COM

# TABLE DES MATIERES


**1. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ..... 5**

1.1. ACTIELEC TECHNOLOGIES : COMPTES CONSOLIDES ..... 6
1.2. ACTIELEC TECHNOLOGIES : COMPTES SOCIAUX ..... 15
1.3. TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS DE 5 DERNIERES ANNEES DE ACTIELEC TECHNOLOGIES S.A. ..... 18
1.4. DIRIGEANTS SOCIAUX ..... 19
1.5. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES ..... 28
1.6. LES SALARIES ..... 28
1.7. LES CONVENTIONS REGLEMENTEES ..... 28
1.8. LES CONSEQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITE ..... 29
1.9. LES CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE ..... 31
1.10. PRESENTATION DES RESOLUTIONS ..... 38
1.11. CONCLUSION ..... 40
1.12. ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION ..... 41

**2. COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2003 ..... 43**

2.1. BILAN CONSOLIDE ..... 43
2.2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE ..... 46
2.3. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES ..... 48
2.4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE : ..... 66
2.5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ..... 67

**3. COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2003 ..... 69**

3.1. BILAN ..... 69
3.2. COMPTE DE RESULTAT ..... 72
3.3. ANNEXE ..... 74
3.4. RAPPORT GENERAL ET RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ..... 81

**4. ORDRE DU JOUR & RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 30 AVRIL 2004 ..... 93**

4.1. ORDRE DU JOUR ..... 93
4.2. RESOLUTIONS ..... 93

**5. CONTACTS ..... 95**

# 1. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

**ACTIELEC TECHNOLOGIES**
SA au Capital de 12.864.906 €
Siège Social : 25, chemin de Pouvourville
31400 TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 542080791

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**
**DU 30 AVRIL 2004**

**RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE**
**incluant le rapport de gestion du Groupe**

Chers Actionnaires,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, pour vous exposer l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2003, entendre les rapports du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes, vous demander de statuer sur les comptes de cet exercice, l'affectation des résultats et la reconduite des conventions en cours.

Les convocations à la présente Assemblée ont été régulièrement effectuées et les documents prévus par la réglementation en vigueur vous ont été adressés ou ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Le présent rapport a de plus pour objet de vous présenter la situation de notre Groupe.

Les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2003 ont été établis en suivant les mêmes modes de présentation que ceux utilisés lors de la clôture de l'exercice précédent.

## 1.1. ACTIELEC TECHNOLOGIES : COMPTES CONSOLIDES

Le Groupe et les Branches dont nous vous décrivons l'activité 2003 sont inventoriés en annexe (cf. p 41).

### 1.1.1. Les résultats consolidés

Les comptes consolidés de notre Groupe font apparaître un Chiffre d'Affaires de 199 M€ en hausse de 13 % et un résultat net part du Groupe avant amortissement des survaleurs de + 3,495 M€ contre une perte de 1,746 M€ pour l'exercice précédent.
Au titre de l'exercice 2003 les résultats consolidés s'établissent comme suit :

| | |
|---|---|
| Chiffres d'Affaires net | 198 579 518 € |
| Produits d'exploitation | 206 775 714 € |
| Résultat d'exploitation | 10 262 512 € |
| Résultat courant avant impôts | 5 908 253 € |
| Résultat d'Ensemble Consolidé après A.E.A | 1 997 398 € |
| Résultat Net Part du Groupe après A.E.A | 1 941 038 € |
| Dotations aux A.E.A. | 1 553 558 € |
| EBITDA (cf. p 7) | 15 238 922 € |

#### *1.1.1.1 Branche Automotive*

| | |
|---|---|
| Chiffres d'Affaires net | 151 228 187 € |
| Produits d'exploitation | 155 824 454 € |
| Résultat d'exploitation | 5 152 724 € |
| Résultat courant avant impôts | 2 014 752 € |
| Résultat d'Ensemble Consolidé après A.E.A | 9 497 € |
| Résultat Net Part du Groupe après A.E.A | 168 982 € |
| Dotations aux A.E.A. | 827 970 € |
| EBITDA (cf. p 7) | 8 652 422 € |

#### *1.1.1.2 Branche Télécommunication*

| | |
|---|---|
| Chiffres d'Affaires net | 47 839 139 € |
| Produits d'exploitation | 51 407 356 € |
| Résultat d'exploitation | 4 998 966 € |
| Résultat courant avant impôts | 3 509 320 € |
| Résultat d'Ensemble Consolidé après A.E.A | 1 743 636 € |
| Résultat Net Part du Groupe après A.E.A | 1 732 243 € |
| Dotations aux A.E.A. | 770 982 € |
| EBITDA (cf. p 7) | 6 172 241 € |

#### *1.1.1.3 EBITDA*

| | 31/12/03 | | |
|---|---|---|---|
| | **Branche Automotive** | **Branche Télécom** | **Consolidé AT** |
| Chiffres d'Affaires Net | 151 228 187 | 47 839 139 | 198 579 518 |
| Produits d'Exploitation | 155 824 454 | 51 407 356 | 206 775 714 |
| Résultat d'Ensemble Consolidé | 9 497 | 1 743 636 | 1 997 398 |
| (+) Dotations A.E.A. | 827 970 | 770 982 | 1 553 558 |
| (+) Impôts Dus sur les Bénéfices | 1 737 016 | 935 879 | 2 688 140 |
| (+) Impôts Différés sur les Bénéfices | -557 308 | 99 670 | -413 340 |
| (+) Intérêts et Charges Assimilés | 2 635 373 | 1 087 688 | 3 693 567 |
| (-) Autres intérêts et Produits Assimilés | 48 866 | 59 948 | 108 814 |
| (-) Produits Nets sur Cession Val. Mob. | 3 911 | 0 | 4 714 |
| (+) Dotations Amortissements Immobilisations | 4 052 651 | 1 594 334 | 5 833 127 |
| **EBITDA** | **8 652 422** | **6 172 241** | **15 238 922** |

### 1.1.2. Analyse par branche d'activité

#### *1.1.2.1 La Branche Automotive*

La décomposition de l'activité entre les 3 « Business Units » est la suivante :

- ✓ BU Diagnostic 75 368 k€,
- ✓ BU Electronique Embarquée 53 047 k€,
- ✓ BU Services 22 813 k€,

Le coût total de la R&D a été de 19 723 k€, ventilé en :

- ✓ Coût des études commandées par les clients 7 603 k€,
- ✓ Coût des études en cours 972 k€,
- ✓ Immobilisations 2 827 k€,
- ✓ Charges 8 321 k€.

B.U. diagnostic :
Le diagnostic automobile n'a pas été impacté par le ralentissement de l'économie mondiale. Au contraire, un important contrat avec MITSUBISHI a été signé fin 2003 pour des livraisons courant 1er semestre 2004.
Après cinq ans de faible activité avec RENAULT, des contacts ont été renoués pour la phase de préparation de leur futur appel d'offre (2005).
La demande des constructeurs PEUGEOT et CITROEN a évolué vers une offre plus complète, intégrant tant le diagnostic auprès des garages que celui du bord de chaîne ou les logiciels associés.
L'année 2003 a vu la fin de la production et de la commercialisation des anciens produits et le renouvellement de la gamme par le développement de plusieurs nouveaux produits (gamme LEXIA3, nouvelle interface de communication externe, nouveau boîtier de mesure, …). Deux

nouveaux appels d'offres ont été remportés avec PSA (solution de contrôle technique usine et nouvelle carte de mesure).
L'activité Usine a été importante sur l'année grâce à la solution ODISSEE 2 fournie en 2003 à 4 usines.
Nous avons enregistré une baisse des ventes 2003 par rapport aux prévisions de début d'année sur les produits déjà existants (MERCEDES STARBASIC et FIAT SMART EXAMINER) dont la commercialisation se poursuit à un rythme moindre.
Le diagnostic automobile représente encore près de 50% de l'activité de la Branche.

B.U. électronique embarquée :
Le marché de l'électronique embarqué a été difficile du fait du contexte économique général. Les ventes de poids lourds ont sensiblement diminué en 2003, mais le Groupe a vu son niveau d'activité se maintenir.
Le Chronotachygraphe électronique sécurisé, relais de croissance du Groupe dans ce domaine, a continué à être développé en vue de l'obtention de l'homologation européenne et de l'ouverture du marché qui en découle à compter du 5 Août 2004. L'exercice 2003 a été mis à profit pour créer le réseau d'ateliers agréés nécessaire à l'animation du marché (contrôle et réparation) et à la mise à la disposition des constructeurs des premiers prototypes.
Concernant les tableaux de bord, 2003 a vu la signature d'un important contrat avec IRISBUS pour le produit PODIUM, qui génèrera son plein d'activité en 2005.
Le succès commercial du Multiplexage est toujours au rendez-vous ; ce produit représente 40 % du chiffre d'affaires de la Business Unit.
Le marché de l'Instrumentation s'est bien maintenu.
La réorganisation du Groupe a entraîné la restructuration de ses zones de production, notamment en développant la fabrication des produits moyenne et grande série en Tunisie et en travaillant les coûts d'achat matière et composants d'où une amélioration des marges.

B.U. services :
La conjoncture économique n'a pas été favorable à la pérennisation. Toutefois, deux importants contrats sont en cours d'étude avec AIRBUS et DASSAULT concernant le Maintien en Condition Opérationnelle.

En ce qui concerne la Production Electronique, le chiffre d'affaires est en baisse par rapport à 2002.
Les nouveaux clients (Somfy, Schneider Sorhodel et Grenoble) n'ont pas compensé les baisses d'activité pour les clients plus anciens.
Toutefois, 2003 a vu la signature d'un important contrat de sous-traitance avec SIEMENS. Ce contrat permettra, pour une durée minimale de 4 ans, une charge de travail pour 150 personnes sur notre site tunisien. Cela doit permettre une meilleure gestion des commandes, par l'optimisation des marges.
La même démarche est entreprise sur le site de Colomiers, mais seule l'arrivée d'un important contrat comme ceux à l'étude pour la pérennisation permettra d'accélérer le mouvement.

***La Branche Télécommunications***

Après un exercice 2002 très difficile, notamment vis-à-vis des grands donneurs d'ordre, 2003 a vu la reprise de certains marchés comme le produit SYANCE (transmission de données par radio) pour la SNCF.
Cependant, la forte progression de l'activité dans cette branche est liée à l'accélération dans l'affermissement des tranches du contrat DGA, puisque les tranches TC3 et TC4 ont été affermies

en avril 2003 (date butoir initiale : avril 2004) et la tranche TC7 au cours du 4ème trimestre 2003 (date butoir initiale : avril 2006).
Quant au marché de la télévision numérique, même si quelques produits ont commencé à être livrés, le marché ne s'est pas encore mis en place.

Le coût total de la R&D a été de 10 443 k€ (21,8 % du chiffre d'affaires des Télécommunications), ventilé en :

- ✓ Coût des études commandées par les clients 938 k€,
- ✓ Coût des études en cours 1 024 k€,
- ✓ Immobilisations 1 894 k€,
- ✓ Charges 6 587 k€.

### 1.1.3. Faits marquants de l'exercice 2003

#### *1.1.3.1 La fusion MEIGA – BERENISCE*

MEIGA a absorbé BERENISCE qui détenait les actifs de MULLER BEM, depuis le 1er Janvier 2003 (achat à la barre du Tribunal de Commerce de Chartres le 23 Décembre 2002). ACTIA MULLER SERVICES, issue de cette fusion et dont le Siège Social est situé à Toulouse, a deux établissements principaux : un à Champlan (services commerciaux) et un à Lucé (production et SAV). Le Groupe a conservé son taux de détention de 99,92 %, dans la nouvelle entité.
Cette fusion a eu pour but essentiel de catalyser la complémentarité de ces deux sociétés afin de lui donner un outil industriel et commercial capable de générer de nouvelles cibles commerciales par l'apport d'une gamme complète de produits en matière de diagnostic.

#### *1.1.3.2 Les créations*

ACTIA S.A. a créé une filiale en CHINE dans laquelle elle détient 1 action représentant 100 % du Capital ; notre investissement s'est élevé à 83 k€.
Cette filiale a pour but d'accompagner nos principaux clients qui se sont implantés dans ce pays et de s'attaquer au marché local, notamment avec le chronotachygraphe, qui pourrait connaître un fort développement dans cette région. Enfin, grâce à cette filiale, le Groupe pourra organiser l'outsourcing depuis la Chine.

ACTIA VIDEOBUS a acquis, une filiale en Espagne ACTIA AUTOMOTIVE. Son capital est détenu par ACTIA VIDEOBUS pour 80 %. Notre investissement s'est élevé à 42 k€.
Cette filiale est mise en place pour la distribution des produits de diagnostic auprès des garages et des réseaux indépendants.

#### *1.1.3.3 Les opérations sur les participations intra groupes*

ACTIELEC Technologies a cédé ses 26 989 Obligations Convertibles qu'elle détenait chez PILGRIM moyennant un prix global ferme et définitif de 100 €, tenant compte de la situation actuelle de sa filiale et de sa participation majoritaire, sans procéder à la conversion de ces 26 989 Obligations Convertibles en actions.

Il est à noter que cette opération n'a eu aucun impact sur le résultat tant social que consolidé, la provision enregistrée au moment de la fusion avec MORS et du rachat des OC à ELECTROPAR (mai 2000) couvrant la totalité de l'opération.

### 1.1.4. Progrès réalisés et difficultés rencontrées

#### *1.1.4.1 Les progrès réalisés*

Les actions correctives mises en place fin 2002 / début 2003 sur la Branche Automotive ont commencé à porter leurs fruits et impactent les résultats de l'exercice 2003 :

- La réduction des coûts des achats est de l'ordre de 10 % sur l'exercice, pouvant atteindre jusqu'à 12 % sur certains produits ;
- La masse salariale chargée a été réduite de 2 %, à périmètre constant. Ce résultat est lié à une baisse naturelle des effectifs, une ré-affectation des postes de travail par suppression des doublons constatés lors de la fusion ACTIA / ALCYON en 2002 et à un gel des embauches, plus particulièrement sur ACTIA SA. Cependant, certaines filiales comme l'Allemagne (+ 7 personnes), l'Italie (+ 12) ou le Mexique (+ 15), du fait de la croissance de leur activité en 2003, ont vu leur masse salariale progresser ; cumulé avec la croissance externe (Muller Bem : 120 personnes, ACTIA China : 4 personnes, ACTIA Automotive : 4 personnes et ACTIA India : 2 personnes), les effectifs du Groupe ont progressé de 149 personnes.
- Les frais généraux, en particulier la sous-traitance en matière de R&D chez ACTIA SA, ont été diminués de 2 % environ.

L'ensemble de ces actions a permis le redressement du résultat d'exploitation et du résultat courant avant impôt.

#### *1.1.4.2 Les difficultés rencontrées*

La maîtrise des stocks reste un sujet difficile à mettre en œuvre du fait de certains marchés nécessitant des approvisionnements importants.
L'accentuation des livraisons sur le dernier trimestre (notamment pour la Branche Télécommunication qui a réalisé 40 % de son chiffre d'affaires sur cette période) a permis de confirmer les résultats positifs d'une politique volontaire à ce niveau.
Les stocks sont passés de 43,1 M€ au 31.12.02 à 45,9 M€ au 31.12.03. La baisse budgétée de 2 M€ sur l'exercice a quasiment été réalisée, à périmètre constant, les stocks provenant de l'activité de MULLER BEM représentant environ 3,3 M€ au 31 décembre 2003.

Les difficultés de trésorerie, liées à l'endettement important du Groupe et à la disparition d'un des acteurs du marché bancaire, ont continué à produire leurs effets durant l'exercice 2003, expliquant notamment le résultat financier.

Par ailleurs, la fusion entre MEIGA et BERENISCE (SAS qui avait repris les actifs de MULLER BEM en début d'exercice 2003) n'ayant pu intervenir qu'en fin d'exercice et nécessitant le déménagement de la partie production et SAV sur un nouveau site, n'a pu produire les effets positifs escomptés sur l'exercice. ACTIA MULLER SERVICES, nouvelle entité issue de cette fusion, bénéficie aujourd'hui d'une complémentarité commerciale entre le diagnostic électronique et le diagnostic mécanique. Cela lui permet de diversifier ses cibles notamment vers les garages et

les sociétés de contrôles techniques. Toutefois, cette nouvelle démarche commerciale ne portera ses fruits qu'en 2004.

#### *1.1.4.3 Les priorités pour 2004*

Les efforts de gain de productivité sur la Branche Automotive, entrepris sur l'exercice 2003, seront poursuivis sur les mêmes cibles, à savoir :

- ✓ amélioration du coût des achats,
- ✓ diminution des stocks,
- ✓ maîtrise de la masse salariale chargée,
- ✓ recherche systématique de gains sur les autres dépenses et charges externes,

et étendus à la Branche Télécommunications.

Par ailleurs, le désendettement du Groupe, par cession d'actifs ne faisant pas partie du cœur de métier du Groupe, reste une priorité.

Enfin, tout est mis en œuvre au niveau d'ACTIA MULLER SERVICES pour assurer un retour à la rentabilité, notamment par une baisse des effectifs.

### 1.1.5. Activité Recherche & Développement

L'activité R&D est toujours importante, maintenant à un niveau élevé la technicité du Groupe. Le tableau ci-dessous résume l'évolution du coût total (ventes, immobilisations et prise en charges sur l'exercice ) de la R&D :

| En M€ | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|
| Automotive | 16,28 | 19,35 | 23,38 | 23,93 | 19,72 |
| Télécommunication | 3,40 | 7,97 | 9,64 | 9,20 | 10,44 |
| Océanographie | 0,00 | 0,72 | 1,32 | 0,40 | - |
| **TOTAL** | **19,68** | **28,04** | **34,34** | **33,53** | **30,16** |
| % C.A. | 18,8 | 20,9 | 18,7 | 19,0 | 15,2 |

Par Branche, la R&D vendue s'établit à :

- ✓ Automotive 7,6 M€
- ✓ Télécommunication 0,9 M€
- ✓ **TOTAL** **8,5 M€**

Sur le coût total de R&D du Groupe (30,1 M€), un montant de 16,9 M€ impacte directement le résultat 2003. Le flux net d'immobilisations R&D a augmenté de 3,0 M€.

### 1.1.6. Evènements importants depuis la clôture

Les premières ventes pour MITSUBISHI ont été enregistrées dès le mois de février 2004 (5,5 M€), l'intégralité des ventes devant être effectuée avant fin mai.
Le Chronotachygraphe électronique sécurisé a obtenu le dernier certificat (inter-opérabilité) en janvier 2004, déclenchant la procédure d'homologation. En effet, cette dernière découle automatiquement de l'obtention des 5 certificats de sécurité (2), de fonctionnalité (2) et d'inter-opérabilité (1). Il s'agit d'une formalité administrative demandant un délai de quatre mois.

Dans le domaine des Télécommunications, l'accélération du contrat DGA s'est confirmée avec l'affermissement de la tranche TC7 (date butoir initiale : avril 2006).

### 1.1.7. Objectifs 2004 – Evolution et perspectives d'avenir

Toutes nos actions d'organisation, de consolidation, d'expansion tendent à contrôler de façon étroite notre endettement et à améliorer notre ratio d'endettement sur Fonds Propres (Gearing).

#### *1.1.7.1 Evolution du chiffre d'affaires*

| OBJECTIF 2004 | Automotive | Télécommunications | TOTAL |
|---|---|---|---|
| CA Consolidé | 158 | 52 | 210 |

#### *1.1.7.2 Les perspectives d'avenir*

B.U. diagnostic :

La production et la commercialisation des nouveaux produits élaborés pour le Groupe PSA seront réalisées en 2004.
Grâce à l'obtention de 2 appels d'offres auprès de PSA, nous confirmons notre position de leader auprès de ce Groupe.
L'activité Usine devrait s'intensifier en 2004 suite au dernier appel d'offres remporté.
Le lancement commercial du Multimarque ACTIA a été réalisé au salon Equip Auto d'octobre 2003 et le produit a reçu un accueil très favorable et promet des perspectives encourageantes (début commercialisation 2004).

B.U. électronique embarquée :
Le succès de la BU électronique embarquée dans plusieurs appels d'offres en 2003 (Telma, Pinguely, Renault, …) confortera son chiffre d'affaires en 2004.
Les nouveaux produits « Instrumentation » (ICU, Cluster,…) commenceront à être fabriqués en 2004.
Le projet chronotachygraphe nécessitera un investissement supplémentaire de 1 M€ pour la mise en industrialisation et la fin du développement du réseau commercial pour un début de fabrication probable sur le 2ème semestre 2004.

B.U. services :
La signature éventuelle des contrats AIRBUS et DASSAULT entraînerait une avancée très importante de la pérennisation.
La production des lignes de grande série en Tunisie devrait être opérationnelle en début du 2ème semestre 2004, après la mise à niveau du site et la confirmation des qualifications qui interviendront courant 1er semestre 2004.
De nouveaux projets chez les nouveaux clients (systèmes de télécommande Domotique, système de billetique pour les transports en commun) laissent présager un redressement de l'activité pour 2004.

En ce qui concerne la Branche Télécommunications, il a été décidé de mettre en place immédiatement une organisation en Business Unit, dont les perspectives 2004 sont :

B.U. stations terriennes :
La poursuite du contrat DGA et de ses retombées (Naval 2000, Naval Belge, CELAR, CNES) est assurée. La compétition s'organisera autour du programme SYRACUSE III étape 2.

B.U. broadcast :
La mise en place de la TNT n'aura que peu d'incidence directe sur l'activité 2004. Cependant la réorganisation et le maintien en service du réseau de télévision analogique se traduisent par une montée en puissance dès cette année.

B.U. réseaux :
Après 2 années de ralentissement des investissements chez nos grands clients (EDF, SNCF, TDF, FT,…), la reprise s'amorce nettement.

B.U. aéronautique :
Cette création demeure en question du fait de sa faible activité récente, mais après le 11 septembre 2001 et le SRAS, les compagnies aériennes manifestent une politique d'équipement favorisant la reprise.

Ces quatre B.U. permettront de démultiplier l'effort de conquête de marchés à l'export dont le niveau actuel ne peut pallier les faiblesses des besoins nationaux : dans de nombreux cas, ceci peut s'appuyer sur le réseau international de la Branche Automobilisme.

Sur le plan comptable, le Groupe poursuit la mise en place des normes IAS/IFRS. Au 31 décembre 2003, la norme IAS 19 concernant le calcul des indemnités de départ en retraite a été appliquée. Par ailleurs, l'application dès 2004 des autres normes IAS/IFRS impactera principalement :

- ✓ la présentation des états financiers ;
- ✓ l'information sectorielle ;
- ✓ les immobilisations corporelles.

## 1.1.8. Engagements hors bilan et risques significatifs

### *1.1.8.1 Engagements hors bilan*

Au 31 décembre 2003, les Engagements Hors Bilan se décomposent comme suit :

| *Chiffres exprimés en k€* | 31/12/02 | 31/12/03 |
|---|---|---|
| **Engagements reçus** | | |
| Cautions Bancaires | 225 | 194 |
| **Total des Engagements reçus** | **225** | **194** |
| **Engagements donnés** | | |
| Rachat des BSA émis par ACTIA | | * 1 600 |
| **Total des Engagements donnés** | **-** | **1 600** |

* Montant évoluant en fonction de la valeur du titre ACTIELEC Technologies

Les Garanties sur éléments de l'Actif se décomposent comme suit :

| *Chiffres exprimés en k€* | 31/12/02 | 31/12/03 |
|---|---|---|
| Effets escomptés non échus et cessions DAILLY | 18 362 | 17 576 |
| Nantissement matériel | 197 | 172 |
| Nantissement CIR | 171 | 1 738 |
| Hypothèques | 1 493 | 2 463 |
| **Total des Garanties sur Elements d'Actif** | **20 223** | **21 949** |
| | | |

Les informations ci-dessus ne reprennent pas les encours de Crédit Bail. Par ailleurs, la présentation faite n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

#### *1.1.8.2 Risque de change*

Le Groupe, dans les pays où les risques sur les monnaies sont les plus sensibles, pratique, depuis 1999, des facturations en Euros pour tous les flux intra groupes et limite la durée du Crédit Client sur les pays à monnaie fondante.

Chaque entité se couvre contre le risque de change en fonction de ses opérations en devise et de son appréciation du risque.

#### *1.1.8.3 Risque de taux*

Le Groupe effectue une surveillance quotidienne des taux et en fonction du marché, utilise les outils mis à sa disposition par les établissements financiers.

Le Groupe a souscrit 41 % de ses crédits Moyen et Long Terme à taux fixe et 59 % à taux variable.

Les en-cours de Crédits Court Terme sont utilisés sur des bases de taux variable.

Sur un total au 31 décembre 2003 de 31 027 k€ de financements CT et MLT, la répartition entre taux fixe et taux variable est la suivante :

- ✓ Taux fixe : 12 663 k€
- ✓ Taux variable : 18 364 k€ dont 7 600 k€ sont « capés » et 7 600 k€ sont « swapés »

Le taux de couverture s'élève donc à 83 % au 31 décembre 2003.

### 1.1.9. Résumé

L'exercice 2003 a été l'année du redressement de la rentabilité du Groupe, malgré un environnement économique toujours très difficile. Protégé sur certains marchés (diagnostic automobile), plus sensible sur d'autres (électronique embarquée, télécommunications), le Groupe a maintenu sa progression en terme de parts de marché.

Les efforts de rationalisation, notamment suite à la fusion d'ACTIA et d'ALCYON PRODUCTION SYSTEM en 2002 et à la fusion de MEIGA et de BERENISCE en 2003, ont mobilisé beaucoup d'énergie, mais commencent à porter leurs fruits.
Enfin, la mise en place de nouveaux outils de suivi et de contrôle, l'optimisation des marchés liés à la production et la mise en commun de moyens au niveau du Groupe, vont permettre d'accélérer ce retour à la rentabilité.

## 1.2. ACTIELEC TECHNOLOGIES : COMPTES SOCIAUX

Les comptes sociaux d'ACTIELEC TECHNOLOGIES S.A. font apparaître un Chiffre d'Affaires de 12,9 M€, en forte croissance (134 %) du fait de la montée en puissance du contrat DGA dont la Société est cocontractante. L'augmentation des charges, notamment vis-à-vis des consultants extérieurs, a fait apparaître un bénéfice net de 122 k€, contre un bénéfice net de 1 713 k€ l'année précédente qui comportait un résultat exceptionnel important lié à la cession de la Branche OCEANOGRAPHIE.

Au titre de l'exercice 2003, les principaux indicateurs des comptes sociaux sont :

| | |
|---|---|
| Chiffre d'Affaires net | 12 889 205 € |
| Produits d'exploitation | 12 935 493 € |
| Résultat d'exploitation | <208 835> € |
| Résultat financier | 2 784 478 € |
| Résultat exceptionnel | <2 438 828> € |
| Bénéfice net | 121 570 € |

### 1.2.1. Les difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées par ACTIELEC TECHNOLOGIES S.A. se sont situées au niveau de la gestion de la trésorerie, avec le passif du Groupe provenant de 2002, un contexte national difficile et la disparition d'un partenaire bancaire (Banque Worms).
Les modifications des règles de communication financière ont nécessité un réel effort d'information, d'organisation et de centralisation au niveau d'un Groupe, essentiellement constitué de petites structures, le tout orchestré par sa holding.
Enfin, dans un contexte international difficile, la volonté de recentrage sur les métiers majeurs du Groupe n'a pu encore être réalisée dans des conditions satisfaisantes.

### 1.2.2. Evènements significatifs

L'arrivée de Christian DESMOULINS à la Présidence du Directoire a permis d'accélérer les procédures mises en place au niveau du Groupe concernant la réduction des coûts, le recentrage sur les métiers phares et la réorganisation générale.

### 1.2.3. L'affectation du résultat

L'affectation du résultat de notre Société que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à un bénéfice de 121 569,66 € au poste de report à nouveau.

**Origine**

| | |
|---|---|
| Report à Nouveau « solde créditeur » | 12 119 544,12 € |
| Résultat de l'exercice : bénéfice de | 121 569,66 € |

**Affectation**

| | | |
|---|---|---|
| Compte « Report à nouveau » qui s'établira à | 12 241 113,78 € | |
| **TOTAUX** | **12 241 113,78 €** | **12 241 113,78 €** |

### *1.2.3.1 Les distributions antérieures de dividendes :*

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'au cours des trois derniers exercices les distributions de dividendes par action ont été les suivantes :

| Exercice | Dividende € | Avoir Fiscal € | Revenu Réel € | Dividende global distribué € |
|---|---|---|---|---|
| 2000 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 2001 | 0,06 | 0,03 | 0,09 | 1 029 192 |
| 2002 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |

### *1.2.3.2 Les charges non déductibles fiscalement (CGI 39-4)*

Nous vous demanderons d'approuver le montant global des dépenses et charges visées par les articles 39-4 du Code Général des Impôts, soit la somme de 358,21 €, correspondant aux amortissements excédentaires sur les véhicules de fonction.

## 1.2.4. Capital social

### *1.2.4.1 Répartition du Capital Social :*

A notre connaissance, la répartition du Capital Social s'établit comme suit au 31 décembre 2003 :

| | Détention | | Contrôle | |
|---|---|---|---|---|
| LP/ PC | 8 910 266 | 51,95% | 17 551 309 | 62,92% |
| Autres Act. Pacte | 3 932 838 | 22,93% | 5 088 605 | 18,24% |
| Public | 4 246 708 | 24,76% | 5 252 549 | 18,83% |
| Autocontrôle | 63 396 | 0,37% | - | 0,00% |
| **TOTAL** | **17 153 208** | **100,00%** | **27 892 463** | **100,00%** |

Au travers de deux protocoles de concert, les dirigeants (LP/PC), un industriel et un financier détiennent 12.843 104 titres (74,87 %) et contrôlent 22.639.914 droits de vote (81,17 %).
Le flottant s'établit donc à 25,13 % du nombre total d'actions, y compris l'autocontrôle.

#### *1.2.4.2 Actions propres détenues par la Société :*

Depuis l'opération de fusion ACTIELEC – MORS, la Société ACTIELEC TECHNOLOGIES détient 1 400 de ses actions.
Par décisions successives des Assemblées Générales des 29 décembre 2000, 30 avril 2002 et 9 mai 2003, la Société a été autorisée à procéder au rachat de ses propres actions en vue de :

- ✓ Procéder à la régularisation des cours de son action par intervention systématique à contre tendance,
- ✓ Intervenir par achats et ventes en fonction des situations du marché.

Au 31 décembre 2003, 61 996 actions ont été achetées.
La Société a procédé, entre le 1er Janvier 2003 et le 31 Décembre 2003 à l'acquisition en bourse de 875 actions au cours moyen de 2 €, pour un montant total 1 752,21 € hors frais de négociation.
Les frais liés à ces opérations s'élèvent à 22 867 € de prestations, à 84 € de frais de transactions et à 119 € de droits de garde.

A la clôture de l'exercice, le nombre des actions inscrites au nom de la Société est de 63 396 pour une valeur d'achat de 443 470 € hors frais de négociation. Ce nombre d'actions, d'une valeur nominale totale de 47 547 €, représente 0,37 % du Capital Social.

#### *1.2.4.3 Vie Boursière du Titre :*

Le total des titres échangés en 2003 sur le code ISIN FR 0000076655 a été de 307 425 soit une moyenne quotidienne de 1 205 titres sur 255 jours de Bourse.

En 2003, le cours en valeur de clôture a varié :

| | | | |
|---|---|---|---|
| - | Plus haut | 3,50 € | (13/10/2003) |
| - | Plus bas | 1,62 € | (18/03/2003) |
| - | Clôture | 3,21 € | (31/12/2003) |

### 1.2.5. Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice

Il n'y a pas eu d'événement capitalistique significatif à signaler depuis la clôture de l'exercice 2003.

## 1.3. TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS DE 5 DERNIERES ANNEES DE ACTIELEC TECHNOLOGIES S.A.

| En Euros | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Capital en fin d'exercice** | | | | | |
| Capital social | 5 657 465 | 12 864 906 | 12 864 906 | 12 864 906 | 12 864 906 |
| Nbre d'actions ordinaires existantes | 9 277 634 | 17 153 208 | 17 153 208 | 17 153 208 | 17 153 208 |
| Nbre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nombre maximal d'actions futures à créer | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Opérations et Résultats de l'exercice** | | | | | |
| Chiffre d'Affaires hors taxes | 20 564 294 | 12 729 316 | 3 770 448 | 9 585 941 | 12 889 205 |
| Résultat avant impôt et charges calculées (amortissements et provisions) | 371 016 | -4 506 062 | 11 602 345 | 1 914 298 | -2 380 375 |
| Impôt sur les sociétés | 19 056 | 19 056 | 0 | 3 811 | 15 245 |
| Participation des salariés due au titre de l'exercice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat après impôt et charges calculées (amortissements et provisions) | -3 839 000 | -2 493 339 | 11 558 375 | 1 713 366 | 121 570 |
| Résultat distribué | 0 | 0 | 1 029 192 | 0 | 0 |
| **Résultats par action** | | | | | |
| Résultat après impôt mais avant charges calculées (amortissements et provisions) | 0,04 | -0,26 | 0,68 | 0,11 | -0,14 |
| Résultat après impôt et charges calculées (amortissements et provisions) | -0,41 | -0,15 | 0,67 | 0,10 | 0,01 |
| Dividendes attribués à chaque action (Brut) | 0,00 | 0,00 | 0,06 | 0,00 | 0,00 |
| Dividendes attribués à chaque action à dividende prioritaire (Brut) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Personnel** | | | | | |
| Effectif MOYEN des salariés employés pendant l'exercice | 243 | 140 | 6 | 6 | 7 |
| Montant de la masse salariale de l'exercice | 6 758 170 | 5 920 010 | 595 984 | 716 135 | 687 909 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc…) | 2 947 491 | 2 836 369 | 238 617 | 283 540 | 282 850 |

## 1.4. DIRIGEANTS SOCIAUX

### 1.4.1. Composition du Conseil de Surveillance et du Directoire

| | |
|---|---|
| Louis PECH | Président du Conseil de Surveillance |
| Pierre CALMELS | Vice-Président du Conseil de Surveillance |
| SALVEPAR S.A.<br>*représentant permanent Pierre DEGEORGE* | Membre du Conseil de Surveillance |
| Günther THRUM | Membre du Conseil de Surveillance |
| François LOSI | Membre du Conseil de Surveillance |
| Alain COSTES | Membre du Conseil de Surveillance |
| | |
| Christian DESMOULINS | Président du Directoire |
| Catherine MALLET | Membre du Directoire |
| Marine CANDELON-BONNEMAISON | Membre du Directoire |

La Société dispose également d'un censeur :

- Bruno DENIS

### 1.4.2. Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

- **Louis PECH**, Président du Conseil de Surveillance de la Société ACTIELEC TECHNOLOGIES, exerce également les mandats suivants dans les sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

- Mandats :

Président du Conseil d'Administration de ACTIA, S.A. au Capital de 15 443 593 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 389 187 360 RCS TOULOUSE ;

Président du Conseil d'Administration de ENERTEC HOLDING, S.A. au Capital de 2 636 520 €, 185, avenue du Général de Gaulle 92140 CLAMART, 413 057 985 RCS NANTERRE ;

Président Directeur Général de FONDERIES FINANCIERE MERCIE, S.A. au Capital de 597.360 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 550 802 128 RCS TOULOUSE ;

Président du Directoire de LP2C, SA à Conseil de Surveillance et à Directoire au Capital de 3 967 820 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 384 043 352 RCS TOULOUSE ;

Administrateur de IDE INGENIERIE, S.A. au Capital de 57.150 €, 4 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 381 438 076 RCS TOULOUSE ;

Administrateur de ENERTEC, S.A. au Capital de 3 124 200 €, 185, avenue du Général de Gaulle 92140 CLAMART, 382 360 956 RCS NANTERRE ;

Administrateur de ACTIA VIDEOBUS Paher SA, Poligono Industrial « Los Olivos », C/Calidad 66, 28906 GETAFE MADRID (Espagne) ;

Administrateur de ACTIA DE MEXICO SA de CV, Prolongacion Saturno N° 456 Bodega N°19, Colonia Nueva Industrial Vallejo, Delegacion Gustavo A. Madero, CP 07700 MEXICO D.F Mexique ;

Administrateur de KARFA CORPORATIVO SA de CV, Société de droit mexicain à Capital variable, numéro d'identification fiscal KC 0940810384, dont le Siège Social est à MEXICO (CP 07700 MEXICO DF) Prolongacion Saturno n° 456, Colonia Nueva Industrial Vallejo Delegacion Gustavo A. Madero ;

Membre du conseil consultatif de ACTIA DO BRASIL (Brésil), Avenida Polônia, 344,90230-110 PORTO ALEGRE RS Brésil ;

Membre du Comité de Direction de ACTIA CORP (USA), 57459 DeWitt St ELKHART – INDIANA 46517 USA ;

Administrateur de ACTIA ITALIA Srl, Corso Unione Sovietica 612/3/C, 10135 TORINO Italie ;

Administrateur de ACTIA INC (USA), 57459 DeWitt St ELKHART – INDIANA 46517 USA ;

Administrateur de ACTIA INDIA PRIVATE LIMITED, Société de droit indien au Capital de 100.000 USD, n° identification : U72200DL2002PTC115786 dont le Siège Social est à New Dehli (110001), 1 Dakshineshwar, 10 hailey road (Inde) ;

Représentant permanent de ACTIELEC TECHNOLOGIES dans la Société PILGRIM, S.A. au Capital de 2.515.843,26 €, 25 chemin de Pourvourville 31400 TOULOUSE, 403 566 375 RCS TOULOUSE ;

Représentant permanent de ACTIELEC TECHNOLOGIES dans la Société SODIELEC, S.A. au Capital de 3.583.056 €, route de Mayres BP 9, SAINT-GEORGES DE LUZENCON 12100 MILLAU, 699 800 306 RCS MILLAU ;

Représentant permanent de LP2C dans la Société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE, S.A. au Capital de 100 000 €, Mairie de Rochefort sur Nenon 39700 ROCHEFORT SUR NENON, 418 167 953 RCS DOLE ;

Représentant permanent de ACTIA dans la Société ACTIA MULLER SERVICES, S.A. au Capital de 626 997,27 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 350 183 182 RCS TOULOUSE ;

Représentant permanent de ACTIA dans la Société AIXIA, S.A. au Capital de 102.600 €, Allée B 130 – BP 282 Savoie-Technolac 73370 LE BOURGET DU LAC CEDEX, 381 805 514 RCS CHAMBERY ;

Représentant permanent de ACTIELEC TECHNOLOGIES dans la Société DATENO, S.A. au Capital de 816.000 €, rue Amiral Bérenger ZAC Ville-es-Passants II 35800 DINARD, 897 280 418 RCS SAINT-MALO ;

Représentant permanent de LP2C dans la Société CIPI, S.A. au Capital de 500.000 Dinars, Rue des Entrepreneurs, ZI Charguia II, 2080 Ariana Aéroport Tunisie, RC B 180122000 ;

Représentant permanent de LP2C dans la Société MORS Technologies, S.A.S. au Capital de 130.000 €, La Confrérie BP 22 13610 LE PUY STE-REPARADE, 432 005 569 RCS AIX ;

Représentant permanent de ACTIELEC TECHNOLOGIES dans la Société EBIM, S.A.S. au Capital de 945 600 €, ZI St-Joseph 04100 MANOSQUE, 378 940 555 RCS MANOSQUE.

Administrateur de ESPACES SPORTS TECHNOLOGIES (ESPORTEC), S.A au Capital de 38.150,37 €, Parc Aéronautique, 27 Avenue Georges Guynemer, 31770 COLOMIERS, 400 557 096 RCS TOULOUSE ;

Gérant de ORBIEU, Société Civile au Capital de 3.173.058 €, rue des Vignes, FERRALS LES CORBIERES 11200 LEZIGNAN LES CORBIERES, 384 134 979 RCS NARBONNE ;

Gérant de LA VOIX, Société Civile au Capital de 3.173.058 €, COZ CASTEL 22500 PAIMPOL, 383 737 566 RCS PAIMPOL ;

Gérant de la SCI DE L'ORATOIRE, SCI au Capital de 1.500 €, 10 avenue Edouard Serres 31770 COLOMIERS, 345 291 405 RCS TOULOUSE ;

Gérant de la SCI du 4 Rue Jules Védrines, SCI au Capital de 374.544 €, 4 Rue Jules Védrines 31000 TOULOUSE, 352 073 944 RCS TOULOUSE ;

Vice-Président de l'Association LE CERCLE D'OC, Place Marcel Dassault – 31700 BLAGNAC ;

Conseiller BANQUE de FRANCE de TOULOUSE, 4 Rue Deville 31000 TOULOUSE ;

Censeur de la BANQUE TOFINSO, SA au Capital de 26.737.450,57 €, 11, allées Franklin Roosevelt – BP n° 2 – 31012 TOULOUSE Cedex, 560 800 831 RCS TOULOUSE ;

Conseiller COMMERCE EXTERIEUR de la FRANCE, 22 Avenue Franklin Roosevelt BP 303 75365 PARIS CEDEX 08 ;

Président de la SOCIETE D'EPARGNE LOCALE DE TOULOUSE NORD, 42 Rue du Languedoc 31000 TOULOUSE ;

- *Fonction* **:** Contrat de travail dans la Société LP2C, S.A. à Conseil de Surveillance et à Directoire au Capital de 3.967.820 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE.

- **Pierre CALMELS**, Vice-Président du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

- Mandats

Administrateur de ENERTEC HOLDING, S.A. au Capital de 2 636 520 €, 185, avenue du Général de Gaulle 92140 CLAMART, 413 057 985 RCS NANTERRE ;

Administrateur de ENERTEC, S.A. au Capital de 3 124 200 €, 185, avenue du Général de Gaulle 92140 CLAMART, 382 360 956 RCS NANTERRE ;

Administrateur et Vice-Président de ACTIA, S.A. au Capital de 15 443 593 €, 25 chemin de Pouvourville, 31400 TOULOUSE, 389 187 360 RCS TOULOUSE ;

Président du Conseil d'Administration de SODIELEC, S.A. au Capital de 3.583.056 €, route de Mayres BP 9, SAINT-GEORGES DE LUZENCON 12100 MILLAU, 699 800 306 RCS MILLAU ;

Président Directeur Général de PILGRIM, S.A. au Capital de 2.515.843,26 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 403 566 375 RCS TOULOUSE ;

Président du Conseil de Surveillance de LP2C, S.A. à Conseil de Surveillance et à Directoire au Capital de 3.967.820 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 384 043 352 RCS TOULOUSE ;

Administrateur de AIXIA, S.A au capital de 102.600 €, Allée B 130 – BP 282 Savoie-Technolac 73350 LE BOURGET DU LAC CEDEX, 381 805 514 RCS CHAMBERY .

Administrateur de IDE INGENIERIE, S.A. au Capital de 57.150 €, 4 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 381 438 076 RCS TOULOUSE ;

Représentant permanent de ACTIELEC TECHNOLOGIES dans la Société MORS Technologies, S.A.S. au Capital de 130.000 €, La Confrerie BP 22 13610 LE PUY STE-REPARADE, 432 005 569 RCS AIX ;

Représentant permanent de ACTIELEC TECHNOLOGIES dans la Société CIPI, S.A. au Capital de 500.000 Dinars, Rue des Entrepreneurs, ZI Charguia II, 2080 Ariana Aéroport Tunisie, RC B 180122000 ;

Administrateur de ACTIA VIDEOBUS Paher S.A., Poligono Industrial « los Olivos », C/Calidad 66, 28906 GETAFE – MADRID (Espagne) ;

Administrateur de ACTIA DE MEXICO SA de CV, Prolongacion Saturno N°456 Bodega N°19, Colonia Nueva Industrial Vallejo, Delegacion Gustavo A. Madero, CP 07700 MEXICO D.F Mexique ;

Administrateur de KARFA CORPORATIVO SA de CV, Société de droit mexicain à Capital Variable, numéro d'identification fiscal KC 0940810384, dont le Siège Social est à MEXICO (CP 07700 MEXICO DF) Prolongacion Saturno n° 456, Colonia Nueva Industrial Vallejo Delegacion Gustavo A. Madero ;

Membre du conseil consultatif de ACTIA DO BRASIL (Brésil), Avenida Polônia, 344,90230-110 PORTO ALEGRE – RS Brésil ;

Membre du Comité de Direction de ACTIA CORP (USA), 57459 DeWitt St ELKHART – INDIANA 46517 ;

Administrateur de ACTIA INC (USA), 57459 DeWitt St ELKHART – INDIANA 46517 ;

Administrateur de ACTIA ITALIA Srl, Corso Unione Sovietica 612/3/C, 10135 TORINO Italie ;

Administrateur de ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE, S.A. au Capital de 100 000 €, Mairie de Rochefort sur Nenon 39700 ROCHEFORT SUR NENON, 418 167 953 RCS DOLE ;

Administrateur de ACTIA MULLER SERVICES, S.A. au Capital de 626 997,27 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 350 183 182 RCS TOULOUSE ;

Représentant permanent de SODIELEC dans la Société DATENO, S.A. au Capital de 816.000 €, rue Amiral Bérenger ZAC Ville-es-Passants II 35800 DINARD, 897 280 418 RCS SAINT-MALO ;

Vice-Président et Administrateur de FONDERIES FINANCIERE MERCIE, S.A. au Capital de 597.360 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 550 802 128 RCS TOULOUSE ;

Représentant permanent de LP2C dans la Société FONDERIE MERCIE EUROPE, S.A. au Capital de 500.000 €, 11 avenue de la Marcaissonne 31400 TOULOUSE, 391 888 062 RCS TOULOUSE ;

Représentant permanent de SODIELEC dans la Société EBIM, S.A.S. au Capital de 945.600 €, ZI St-Joseph 04100 MANOSQUE, 378 940 555 RCS MANOSQUE ;

Représentant permanent de ACTIA MULLER SERVICES dans la Société TECNO FRANCE, S.A. au Capital de 152.000 €, Z.I Les Bosquets II n° 9 A, 95540 MERY SUR OISE, 342 201 563 RCS PONTOISE ;

Gérant de la SCI LES COTEAUX DE POUVOURVILLE, Société Civile au Capital de 91.500 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 343 074 738 RCS TOULOUSE ;

Gérant de la SC LA VOIX, Société Civile au Capital de 3.173.058 €, COZ CASTEL 22500 PAIMPOL, 373 737 566 RCS PAIMPOL ;

Gérant de la SC ORBIEU, Société Civile au Capital de 3.173.058 €, rue des Vignes FERRALS LES CORBIERES 11200 LEZIGNAN LES CORBIERES, 384 134 979 RCS NARBONNE ;

Gérant de la Société SCIPIA, Société Civile à Capital Variable, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 344 081 278 RCS TOULOUSE ;

Gérant de la SCI DE L'ORATOIRE, SCI au Capital de 1.500 €, 10 avenue Edouard Serres 31770 COLOMIERS, 345 291 405 RCS TOULOUSE ;

Gérant de la SCI du 4 Rue Jules Védrines, SCI au Capital de 374.544 €, 4 Rue Jules Védrines 31000 TOULOUSE, 352 073 944 RCS TOULOUSE.

- *Fonction : néant*

- **La Société SALVEPAR,** Membre du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les sociétés ci-après désignées.

- *Mandats*

Administrateur de AFICA – AFFINAGE CHAMPAGNE ARDENNES, Société au Capital de 1.216.000 €, BP 13, 51100 BAZANCOURT, 336 780 408 RCS REIMS ;

Administrateur de CONFLANDEY, Société au Capital de 1.452.600 €, 130 rue Amelot 75011 PARIS, 306 844 259 RCS PARIS ;

Administrateur de CROMETAL, Société au Capital de 14.076.829,73 €, 251 boulevard Péreire 75582 PARIS CEDEX 17, 562 086 967 RCS PARIS ;

Administrateur de FAVI, Société au Capital de 960.000 €, LE LAITON INJECTE, BP 5, 80490 HALLENCOURT, 778 151 563 RCS ABBEVILLE ;

Administrateur de GROUPE LIPPI, Société au Capital de 1.897.000 €, La Fouillouse 16440 MOUTHIERS, 304 541 246 RCS ANGOULEME ;

Administrateur de NORINCO, Société au Capital de 2.667.857,80 €, 25 rue Aristide Briand BP 157 60111 MERU CEDEX, 592 029 425 RCS BEAUVAIS ;

Administrateur de RG SAFETY, Société au Capital de 18.563.825 €, 74 rue du Docteur Lemoine 51100 REIMS, 420 625 394 RCS REIMS ;

Administrateur de SAMSE, Société au Capital de 3.122.234 €, 26 rue du Colonel Dumont 38000 GRENOBLE, 056 502 248 RCS GRENOBLE.

- **Pierre DEGEORGE,** représentant permanent de la Société SALVEPAR, Membre du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

- *Mandats*

Représentant Permanent de la Société SALVEPAR aux Conseils de :

AFICA – AFFINAGE CHAMPAGNE ARDENNES, Société à Conseil d'Administration au Capital de 1.216.000 €, BP 13 51100 BAZANCOURT, 336 780 404 RCS REIMS ;

FAVI, Société à Conseil d'Administration au Capital de 960.000 €, LE LAITON INJECTE BP 5 80490 HALLENCOURT, 778 151 563 RCS ABBEVILLE ;

GROUPE LIPPI, Société à Conseil d'Administration au Capital de 1.897.000 €, La Fouillouse 16440 MOUTHIERS, 304 541 246 RCS ANGOULEME ;

RG SAFETY, Société à Conseil d'Administration au Capital de 18.563.825 €, 74 rue du Docteur Lemoine 51100 REIMS, 420 625 394 RCS REIMS ;

SG Finance Praha, Société à Directoire et Conseil de Surveillance, en République Tchèque.

- *Fonction* : Directeur Général Adjoint de la SOCIETE ALSACIENNE ET LORRAINE DE VALEURS, d'ENTREPRISES ET DE PARTICIPATIONS – SALVEPAR, S.A. au Capital de 12.523.408 €, 8, rue Félix Pyat 92972 PARIS LA DEFENSE CEDEX, 552 004 327 RCS NANTERRE.

- **<u>Günther THRUM</u>,** Membre du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes

- *Mandats*

Gérant de SIDMIA, Société en Commandite Simple au Capital de 353.400 €, 58 Avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, 722 044 764 RCS NANTERRE ;

Gérant de la Société SIDMIA INTERNATIONAL, SARL au Capital de 15.000 €, 58 Avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, 348 900 564 RCS NANTERRE.

- *Fonction : néant*

- **<u>François LOSI</u>,** Membre du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes

- *Mandats*

Membre du Conseil de Surveillance de la SOCIETE DE GESTION ET DE PARTICIPATION FINANCIERE E.C., dont le Siège Social est à LEVALLOIS PERRET (92300) 108-110, rue Marius Aufan.

- *Fonction :* Néant.

- **<u>Alain COSTES</u>,** Membre du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes

- *Mandats*

Vice-Président de l'ADERMIP – Association pour le Développement de l'Enseignement, de l'Economie et des recherches de Midi-Pyrénées – 32, rue des Cosmonautes – 31400 TOULOUSE ;

Président du Conseil d'Administration de RENATER – Le Réseau National de Télécommunications pour la Technologie, l'Enseignement et la Recherche ;

Conseiller Technique à la CCI de Toulouse.

- *Fonction :* Professeur à l'Institut National Polytechnique – 6, allées Emile Monso - 31000 Toulouse ;
  Cadre Scientifique au LAAS-CNRS – 7 avenue du Colonel Roche – 31077 TOULOUSE Cedex 4 ;
  Membre de l'Académie des Technologies.

- **<u>Christian DESMOULINS</u>,** Président du Directoire de la Société exerce également les mandats suivants dans les sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

- *Mandats*

Directeur Général et Administrateur de ACTIA, S.A. au Capital de 15 443 593 €, 25 chemin de Pouvourville, 31400 TOULOUSE, 389 187 360 RCS TOULOUSE ;

Administrateur de SODIELEC, S.A. au Capital de 3.583.056 €, route de Mayres BP 9, SAINT-GEORGES DE LUZENCON 12100 MILLAU, 699 800 306 RCS MILLAU ;

Président du Conseil d'Administration de l'Ecole Nationale Supérieure Mécanique et Microtechnique de Besançon (Etablissement Public), 26 chemin de l'Epitaphe 25030 BESANCON CEDEX ;

Administrateur de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de ST ETIENNE, 158 cours Fauriel 42023 SAINT-ETIENNE Cedex 2 ;

Administrateur de l'Ecole Nationale Supérieure des Ingénieurs en Arts Chimiques et Technologiques, 118 route de Narbonne 31077 TOULOUSE Cedex ;

Administrateur du Club des Affiliés du LAAS-CNRS, 7 avenue du Colonel Roche 31077 TOULOUSE Cedex ;

Administrateur de l'Association Nationale de la Recherche Technique (ANRT), 41 boulevard des Capucines 75002 PARIS ;

Administrateur de la Société CIPI, Société Anonyme au Capital de 500 000 Dinars, rue des Entrepreneurs, ZI Charguia II – 2080 ARIANA Aéroport Tunisie.

- *Fonction* : Contrat de travail de Directeur dans la Société LP2C, S.A. à Conseil de Surveillance et à Directoire au capital de 3.967.820 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE.

- **Marine CANDELON-BONNEMAISON,** Membre du Directoire de la Société exerce également les mandats suivants dans les sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

- *Mandats*

Membre du Directoire de LP2C, S.A. à Conseil de Surveillance et à Directoire au Capital de 3.967.820 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 384 043 352 RCS TOULOUSE ;

Administrateur de ACTIA, S.A. au Capital de 15 443 593 €, 25 chemin de Pouvourville, 31400 TOULOUSE, 389 187 360 RCS TOULOUSE.

- *Fonction* : Directeur dans la Société LP2C, S.A. à Conseil de Surveillance et à Directoire au capital de 3.967.820 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE.

- **Catherine MALLET,** Membre du Directoire de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

- *Mandats*

Administrateur de FONDERIES FINANCIERE MERCIE, S.A. au Capital de 597.360 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 384 043 352 RCS TOULOUSE ;

Administrateur de MORS TECHNOLOGIES, S.A.S. au Capital de 130.000 €, La Confrérie BP 22 13610 LE PUY STE-REPARADE, 432 005 569 RCS AIX EN PROVENCE ;

Administrateur de EBIM, S.A. au Capital de 945.600 €, ZI St-Joseph 04100 MANOSQUE, 378 940 555 RCS MANOSQUE ;

Administrateur de PILGRIM, S.A. au Capital de 2.515.843,26 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 403 566 375 RCS TOULOUSE.

Membre du Directoire de la Société LP2C S.A. à Conseil de Surveillance et à Directoire au capital de 3.967.820 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE .

Représentant permanent de LP2C dans la Société ENERTEC HOLDING, S.A. au Capital de 2 636 520 €, 185, avenue du Général de Gaulle 92140 CLAMART, 413 057 985 RCS NANTERRE ;

Représentant permanent de LP2C dans la Société ENERTEC, S.A. au Capital de 3 124 200 €, 185, avenue du Général de Gaulle 92140 CLAMART, 382 360 956 RCS NANTERRE ;

- *Fonction* : Contrat de travail d'Attaché de Direction dans ACTIELEC TECHNOLOGIES, S.A. au Capital de 12.864.906 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE.

### 1.4.3. Les nominations, renouvellements et ratification de cooptation

Aucun mandat des membres du Conseil de Surveillance n'arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée. Madame Véronique VEDRINE ayant été cooptée par le Conseil de Surveillance du 12 mars 2004 en remplacement de Monsieur François LOSI membre du Conseil de Surveillance démissionnaire, cette nomination est soumise à ratification de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

### 1.4.4. Jetons de présence et rémunérations

Aucun jeton de présence n'a été attribué aux membres du Conseil de Surveillance au cours de l'exercice 2003.
Les rémunérations versées au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2003 figurent en annexe (cf. p 42).

### 1.4.5. Transactions effectuées sur les titres de la Société

Sur l'ensemble de l'exercice, les mandataires sociaux ont effectué les transactions suivantes :

| | Flux bruts 2003 | | Positions ouvertes au dernier jour de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|
| | Achat | Vente | Positions à l'achat | Positions à la vente |
| Nombre de mandataires concernés | 5 | 5 | Néant | Néant |
| Nombre de titres | 32 074 | 44 511 | Néant | Néant |
| Prix moyen pondéré | 2,56 | 2,66 | Néant | Néant |

## 1.5. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aucun mandat de commissaires aux comptes n'arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

## 1.6. LES SALARIES

### 1.6.1. La quotité de capital détenu à la clôture de l'exercice

A la clôture de l'exercice la participation des salariés telle que définie à l'article L225-102 du Code de Commerce représentait 0 % du Capital Social de la Société.

### 1.6.2. Augmentation de capital réservée

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale Mixte du 9 mai 2003 a donné tous pouvoirs au Directoire à l'effet de réaliser une augmentation de capital réservée aux adhérents d'un P.E.E dans la limite de 3 % du Capital aux moments et conditions qu'il jugera opportuns.

### 1.6.3. Nomination d'actionnaires salariés en qualité de membre du Conseil de Surveillance

Nous vous informons que le Conseil n'a reçu aucune candidature.

### 1.6.4. Désignation de membres du Conseil de Surveillance par les salariés

La participation des salariés telle que définie à l'article L225-102 du Code de Commerce étant inférieure à 3 % du Capital Social de notre Société, il n'y a pas lieu de prévoir la mise en place des dispositions relatives à la désignation de membres du Conseil de Surveillance par les salariés

## 1.7. LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L225-86 du Code de Commerce régulièrement autorisées par le Conseil de Surveillance.

Vos Commissaires aux Comptes vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans leur rapport spécial qui vous sera lu dans quelques instants.

Certaines d'entre elles n'ont pu être préalablement autorisées par le Conseil. Il conviendra donc de les approuver dans les termes de l'article L225-88 du Code de Commerce.

## 1.8. LES CONSEQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITE

### 1.8.1. Effectif global et modifications sur l'exercice 2003

Les 29 entités constituant le Groupe regroupaient, au 31 décembre 2003, 1 873 personnes réparties entre la FRANCE (1 030 personnes) et les 13 pays étrangers (843 personnes).

Sur les entités situées en FRANCE, les embauches faites en 2003 se sont élevées à 127 personnes, 35 en CDD et 92 en CDI. Leur recrutement n'a pas posé de problème particulier.

La moyenne mensuelle en FRANCE de personnes extérieures (principalement en INTERIM) employées par le Groupe est de 28.

Le contingent d'heures supplémentaires est insignifiant.

### 1.8.2. Horaire et absentéisme

Dans le cadre de la législation française, les cadres et assimilés cadres sont employés selon un forfait annuel de jours de travail ; les autres employés bénéficient de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures en temps plein ; la durée du travail à temps partiel n'a pas évolué (27 h 30).

Sur les entités situées en FRANCE, l'absentéisme est inférieur à 4 %, la cause principale en étant la maladie.

### 1.8.3. Rémunération et égalité professionnelle

La masse salariale totale chargée du Groupe est de 59,783 M€.

Son évolution par rapport à 2002 a été de 12 %. L'évaluation de l'effectif correspondant est difficile à interpréter du fait des changements de périmètre, avec notamment l'acquisition de Muller Bem qui comptait un effectif de 104 personnes au 1er janvier 2003.

Sur les entités situées en FRANCE, les programmes de participation et d'intéressement sont normalement appliqués.

L'égalité professionnelle hommes femmes est respectée ; à noter que les organes de Direction du Groupe sont féminins à 67%.

### 1.8.4. Relations professionnelles et bilans des accords collectifs

Du fait de la dimension humaine des plus grosses entités (toujours inférieure à 500 personnes), les relations professionnelles sont bonnes.

### 1.8.5. Hygiène et sécurité

(se rapporter au paragraphe Conséquences environnementales p 31).

### 1.8.6. Formation

En FRANCE, les plans de formation sont généralisés dans toutes les entités, les budgets se situent aux environs de 1,6 % de la masse salariale et dépassent donc souvent le minimum légal.

### 1.8.7. Travailleurs handicapés

Il faut noter un déficit important du nombre de personnes handicapées employées dans le Groupe en FRANCE, par rapport au niveau légal : 2,1 % au lieu de 6,0 %. On notera tout de même une évolution positive par rapport au 31 décembre 2002. Malgré la sous-traitance particulière orientée vers les CAT et autres centres de réinsertion, l'effort entrepris à ce niveau doit être poursuivi.

### 1.8.8. Œuvres sociales

Le fonctionnement des différents organismes afférents n'offre pas de commentaire particulier.

### 1.8.9. Sous-traitance

La sous-traitance extérieure reste importante et variable en fonction de la localisation géographique des différentes entités par rapport aux principaux centres de production appartenant au Groupe. Un effort important a été réalisé en 2003 pour en réduire l'importance, notamment au niveau de la R&D.

### 1.8.10. Impact Territorial

Du fait de l'internationalisation du Groupe, déjà implanté dans 14 pays différents, sa croissance se fait essentiellement à l'étranger, sans suppression d'emploi en France pour autant que sa pérennité soit assurée.

### 1.8.11. Relations extérieures

Le Groupe entretient d'excellentes relations avec les établissements d'enseignement grâce auxquels il conduit d'importantes activités de recherche et dont il reçoit de nombreux stagiaires.

Aucun différend n'est à signaler avec les associations de défense de l'environnement ou de consommateurs, pas plus qu'avec les populations riveraines.

### 1.8.12. Ethique et sous-traitance

Les sous-traitants sont régulièrement audités au titre des engagements de qualité pris envers nos clients : à cette occasion, les règles d'éthique liées au travail des enfants ou de personnes asservies sont vérifiées suivant en cela les recommandations de l'O.I.T.

### 1.8.13. Filiales étrangères

Les règles régissant les entités françaises sont appliquées à la conduite des filiales étrangères, dans le respect de leurs lois nationales. Aucun problème particulier n'a été signalé par les Directions en place dans les pays concernés.

## 1.9. LES CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE

Les données recueillies et présentées ci-après concernent les structures suivantes :

Groupe ACTIA : 694 salariés ,dont :
- ACTIA Pouvourville (265 salariés)
- ACTIA Colomiers (215 salariés)
- ACTIA Muller Services Champlan (69 salariés)
- ACTIA Muller Services Lucé (122 salariés)
- ATON (14 salariés)
- AIXIA (9 salariés)

Groupe SODIELEC : 365 salariés, dont :
- SODIELEC Millau (86 salariés)
- DATENO Dinard (76 salariés)
- EBIM Manosque (90 salariés)
- MORS Technologies Le Puy St Réparade (113 salariés)

Une nouvelle structure entre en ligne de compte pour le rapport environnemental 2003 : ACTIA Muller Services Lucé (122 salariés), dont l'activité aujourd'hui est la production de cartes électroniques. A noter qu'à la reprise, cette dernière avait une activité de traitement de surface sur un autre site (Chartres) qui a été stoppée courant 2003. Le site de Chartres a été entièrement nettoyé et la structure déménagée à Lucé.

### 1.9.1. Consommations et rejets

#### *1.9.1.1 Consommations de ressources en eau*

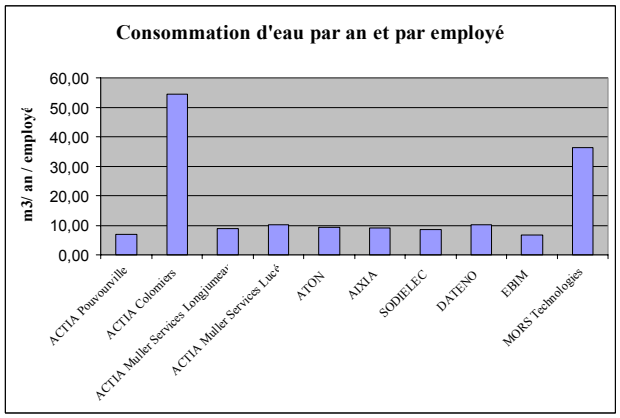
La consommation totale d'eau sur les 9 sites en 2003 est de 21 718 $m^3$ (18 900 $m^3$ en 2002), soit une augmentation globale de 15%. La nouvelle structure de Lucé représente 1230 $m^3$ consommés. A périmètre constant par rapport à l'année dernière, et hors Lucé, la consommation globale a donc augmenté de l'ordre de 8%.
On notera que lors du premier rapport environnemental, certaines données 2002 n'étaient que des estimations. Depuis, des mesures de collectes de données plus précises ont été mises en place sur l'ensemble des sites.

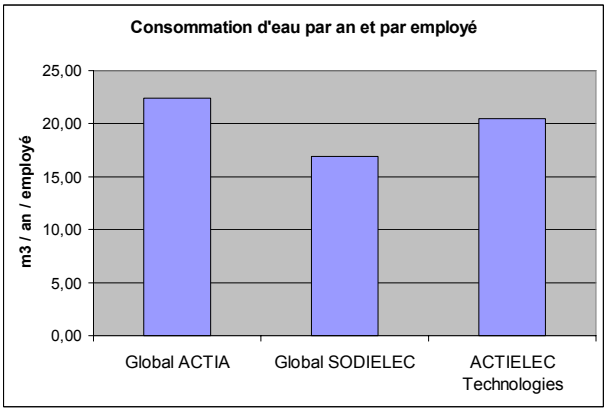
L'eau consommée sur l'ensemble des sites est issue pour 53% du réseau de distribution d'eau potable (11 568 $m^3$ en 2003) ; seul le site d'ACTIA Colomiers procède à un prélèvement privé dans un puits (10 150 $m^3$ prélevés en 2003, destinés au refroidissement des étuves). A noter que ce prélèvement fait l'objet depuis 2003 d'une mesure précise par compteur.

Ramenée au nombre d'employés, la consommation de l'ensemble des sites en 2003 est de l'ordre de 20 $m^3$/an/employé, identique à celle de 2002.

| Sites | ACTIA Pouvourville | ACTIA Colomiers | ACTIA Muller Services Longjumeau | ACTIA Muller Services Lucé | ATON | AIXIA | Global ACTIA | SODIELEC | DATENO | EBIM | MORS Technologies | Global SODIELEC | ACTIELEC Technologies |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Consommation d'eau par employé et par an (m3/an/employé) | 6,86 | 54,31 | 8,70 | 10,08 | 9,29 | 9,00 | **22,39** | 8,41 | 10,17 | 6,68 | 36,15 | **16,94** | **20,51** |

*Indicateur de consommation d'eau par employé sur l'année 2003 ($m^3$/ employé / an)*




Les consommations des sites (sauf ACTIA Colomiers et MORS Technologies) sont significatives d'une activité « de services - études » : la consommation journalière de l'eau est de l'ordre de 50 litres par jour et par employé, en comparaison à la consommation moyenne d'eau à usage domestique qui est de l'ordre de 150 à 200 litres par jour et par personne.

### *1.9.1.2 Consommation matières premières*

L'activité de la Société ne consomme pas directement de matières premières extraites du milieu naturel puisqu'elle intervient sur des produits déjà en partie manufacturés (composants électroniques, câbles électriques…), essentiellement composés de métaux et de matières plastiques.

### *1.9.1.3 Consommation énergie*

Trois types d'énergie sont utilisés sur l'ensemble des sites :

- l'électricité : 5 691 MWh en 2003 (3 531 MWh en 2002), soit une augmentation de 60% ;
- le fioul : 287 MWh en 2003 (188 MWh en 2002), soit une augmentation de 50% ;
- le gaz naturel : 2 849 en 2003 (1 193 MWh en 2002), soit une augmentation de 140%.

La consommation totale d'énergie sur l'ensemble des sites s'élève sur l'année 2003 à 8 828 MWh (4 912 MWh en 2002), soit une augmentation globale de 80%

Les éléments explicatifs sont les suivants :

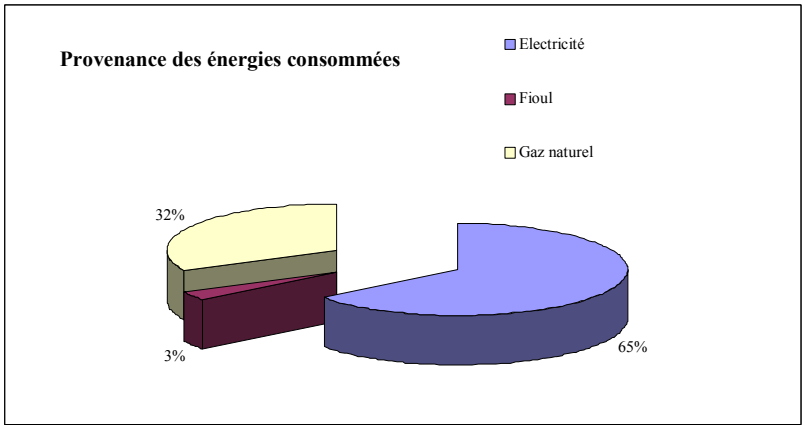
1- Tout d'abord, on rappellera l'ajout, par rapport à 2002, de la nouvelle structure de production Actia Muller Services à Lucé. Sa consommation d'énergie est de 2 127 MWh en 2003 (dont 65% de gaz, liée à la production).
Ainsi, à périmètre constant par rapport à l'année dernière et hors Lucé, la consommation globale 2003 est de 6 701 MWh soit une évolution de 36%.

2- Par ailleurs, le Groupe SODIELEC voit sa consommation globale d'énergie augmenter de 100% (3 254 743 kWh en 2003 contre 1 546 168 kWh en 2002), qui s'explique par :

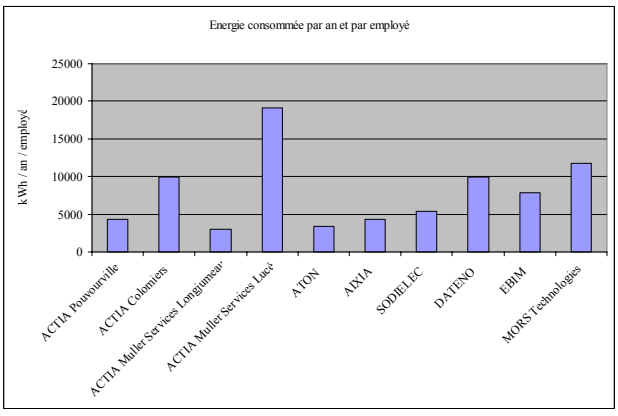
- le fonctionnement d'un deuxième bâtiment chez DATENO sur toute l'année 2003,
- le remplissage du stockage de fuel chez EBIM qui est indépendant de l'année civile,
- la mise en place d'une collecte de données plus exhaustive chez MORS Technologies en 2003.

3- Enfin, la canicule de l'été 2003 a augmenté le fonctionnement des climatisations (une grande partie des ateliers est climatisée).

La consommation d'énergie par les différentes sources se répartit comme suit :




Les graphes suivants illustrent l'énergie consommée en 2003 ramenée au nombre d'employés :



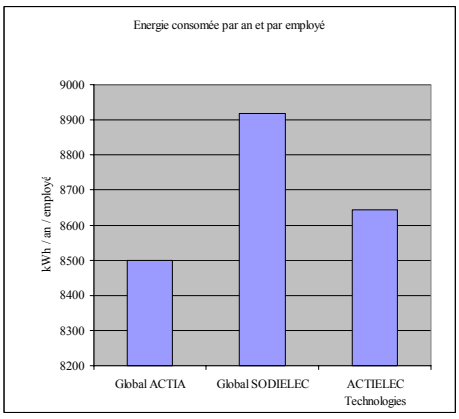




Tableau récapitulatif des consommations énergétiques :

| Sites | ACTIA Pouvourville | ACTIA Colomiers | ACTIA Muller Services Longjumeau | ACTIA Muller Services Lucé | ATON | AIXIA | Global ACTIA | SODIELEC | DATENO | EBIM | MORS Technologies | Global SODIELEC | ACTIELEC Technologies |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Consommation par employé (kWh / an / employé) | 4323 | 9883 | 2966 | 19158 | 3376 | 4347 | 8500 | 5420 | 9930 | 7870 | 11732 | **8917** | **8644** |

Hors Lucé, le ratio moyen global de consommation annuel énergétique est de 7 274 kWh/an/employé (5 505 kWh/an/employé en 2002) ; il est de 8 644 kWh/an/employé en intégrant Lucé.

#### *1.9.1.4 Conditions d'utilisation des sols*

L'activité de l'ensemble des sites n'utilise pas les sols en tant que tel, si ce n'est pour l'implantation des bâtiments.

L'ensemble des sites représente une emprise globale sur les sols de 12 hectares, dont 65 % de la surface est occupé par des espaces verts entretenus.

#### *1.9.1.5 Rejets dans l'air*

Les activités réalisées sur les sites ne sont pas à l'origine de rejets significatifs dans l'atmosphère.
Près de 65 % de l'énergie consommée est électrique ce qui ne génère pas de gaz à effet de serre ($CO_2$, …)
Cependant, une action significative de mesures des rejets atmosphériques est prévue au budget 2004 pour le site de Colomiers.

#### *1.9.1.6 Rejets dans l'eau, dans les sols*

Les activités réalisées sur les sites ne sont pas à l'origine de rejets significatifs dans l'eau ou dans les sols :

- les eaux usées présentent un caractère « domestique » et sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal pour être traitées en station d'épuration,
- les produits potentiellement polluants ne sont pas stockés à même le sol, l'ensemble des activités étant réalisé dans des bâtiments couverts à sol étanche.

Les réseaux d'eaux du site d'ACTIA Colomiers, principal site de production, est du type séparatif : les eaux pluviales rejoignent le réseau d'eaux pluviales local.

#### *1.9.1.7 Nuisances sonores ou olfactives*

Au regard des activités peu bruyantes et non-odorantes exercées sur ces sites, aucune nuisance sonore ou olfactive n'a été signalée par le voisinage sur l'année 2003.

#### *1.9.1.8 Déchets*

Les déchets issus des activités de l'ensemble des sites sont essentiellement des emballages (cartons, palettes, housses plastiques, …), des déchets de bureau, des rebuts de fabrication et quelques déchets dangereux.

Ces déchets ne sont pas éliminés ou traités sur place, ils sont stockés provisoirement avant d'être régulièrement évacués vers les filières de recyclage, de valorisation ou de traitement.

Le recyclage déjà mis en place sur les sites concerne surtout les cartons, les papiers, les plastiques et les métaux.

Une politique active de tri est d'ores et déjà en place sur 7 sites.

Les 2 sites ACTIA de Toulouse et Colomiers (représentant plus de 50 % de l'effectif français du Groupe), qui ont mis en place des démarches de management environnemental, ont évalué les ratios de production de déchets sur l'année 2003 qui s'élèvent à :

- 210 kg / an / employé pour les 2 sites réunis en 2003 ;

A titre de comparaison, les déchets ménagers représentent environ 370 kg/an/habitant.

### 1.9.2. Mesures prises pour limiter les atteintes à l'environnement naturel

Les activités des sites n'entraînent pas d'atteinte significative à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales :

- quasi absence de rejets atmosphériques (peu de gaz à effet de serre), d'émissions sonores et d'utilisation directe du milieu naturel (utilisation des sols, consommations de matières premières, …),
- les mesures pour limiter les rejets liés aux eaux usées et aux produits potentiellement polluants sont déjà en place,
- les eaux usées (essentiellement domestiques) rejoignent le réseau d'assainissement et sont traitées en station d'épuration,
- les produits potentiellement polluants pour les eaux et les sols sont stockés sous rétention, ils ne sont pas en contact direct avec le sol.

Rappelons ici que les espaces verts présents sur les sites occupent 65 % de la surface totale, ce qui témoigne d'une bonne intégration paysagère des activités dans leur contexte local.

### 1.9.3. Démarches d'évaluation et de certification

Les deux sites d'ACTIA Toulouse et d'ACTIA Colomiers (près de 50 % de l'effectif total des 10 sites) ont obtenu leur certification ISO 14001 en juillet 2003.

### 1.9.4. Mesures prises pour assurer la conformité

A travers les systèmes de management environnemental en place sur les sites d'ACTIA Toulouse et d'ACTIA Colomiers, la veille réglementaire et les processus de suivi qui en découlent assurent le maintien de leur conformité réglementaire.

On notera qu'un budget de 12 000 euros a été engagé en 2003 : 5 100 euros pour l'acquisition d'un deuxième abri de stockage de produits chimiques, 7 300 euros pour la certification ISO 14001.

### 1.9.5. Dépenses engagées pour prévenir les conséquences

Compte tenu :

- des dangers très limités en cas de dysfonctionnement des sites,
- des mesures déjà en place pour limiter les impacts des sites, en fonctionnement normal, sur l'environnement (évacuation des déchets, raccordement des eaux usées au réseau, …),
- des démarches de certification environnementale engageant les sites sur une amélioration continue et une meilleure maîtrise de leurs impacts environnementaux,

aucune dépense significative n'a été nécessaire sur l'exercice 2003 pour prévenir les conséquences de l'activité du Groupe.

### 1.9.6. Organisation interne de la gestion de l'environnement

Une personne au sein de la Direction Administrative du Groupe ACTIELEC TECHNOLOGIES a la charge de coordonner l'ensemble des actions environnementales, avec le soutien d'un bureau d'études et de conseils en environnement.
En outre, un technicien est en place sur le site de ACTIA Colomiers pour la gestion des déchets du site.

Lors de la mise en œuvre des démarches de management environnemental des deux sites ACTIA Toulouse et ACTIA Colomiers, un poste de coordinateur environnement, supervisé par la Direction des Systèmes ACTIA - Qualité /Environnement, a été mis en place.

Ce coordinateur environnement a suivi des formations relatives au management environnemental.

La mise en place de la norme ISO 14001 exigeant la formation et l'information des salariés en matière d'environnement, la session générale de sensibilisation a été effectuée. Un plan de formation et un planning de sensibilisation ont été établis dans le cadre du système de management environnemental.

L'organisation interne de la gestion des risques en cas d'accident a été menée sur les sites ayant engagé une démarche pour la mise en place d'un système de management environnemental (ACTIA Toulouse et ACTIA Colomiers), système qui exige l'identification et l'évaluation des situations d'urgence (comme les accidents de pollution) afin de mieux y pallier avec obligation de rédiger une procédure de « réponse aux situations d'urgence », ainsi que d'identifier ces dernières.

Enfin, les sites du Groupe ne présentent pas de risque d'accident de pollution ayant des conséquences au-delà de leur périmètre.

### 1.9.7. Montants des provisions et garanties

Au regard des activités du Groupe qui ne représentent pas de risque significatif en matière d'environnement, aucune provision et garantie n'a été contractée sur l'année 2003, ni sur les exercices antérieurs.

### 1.9.8. Montants des indemnités versées sur l'exercice et actions réparatrices

Aucune indemnité n'a du être versée en 2003 suite à un problème ou accident environnemental.
Aucune action réparatrice en matière d'environnement n'a été nécessaire en 2003.

### 1.9.9. Objectifs assignés pour les filiales à l'étranger

Les sites français se sont engagés dans une voie de progression visant à mieux prendre en compte les différents aspects de l'environnement dans les activités des sites.

Pour l'année 2003, un effort de collecte et de centralisation des informations a été réalisé au niveau des sites français.

Les sites implantés à l'étranger présentent les mêmes caractéristiques que les sites français : les conséquences de leurs activités vis-à-vis de l'environnement sont extrêmement limitées.

Toutefois, la prise en compte de l'environnement sera progressivement étendue aux filiales étrangères, conformément aux réglementations en vigueur sur chacun des territoires et au-delà, dans le cadre de l'engagement volontaire du Groupe ACTIELEC TECHNOLOGIES.

### 1.9.10. Synthèse

A périmètre constant, et hors le cas particulier et transitoire du site de Lucé en 2003, il n'y a pas de modification significative des consommations et rejets.
L'augmentation de la consommation d'énergie constatée sur 2003 est due à plusieurs facteurs tels qu'énoncés au paragraphe II.1.3 (utilisation accrue de la climatisation lors de l'été 2003, mise en fonctionnement d'un bâtiment supplémentaire, meilleure exhaustivité des données collectées).

Enfin, l'effort de rationalisation des collectes de données environnementales sur l'ensemble des sites du Groupe sera poursuivi en 2004. Une analyse précise des rejets atmosphériques du site de Colomiers est par ailleurs d'ores et déjà prévue au budget 2004.

## 1.10. PRESENTATION DES RESOLUTIONS

Conformément à l'ordre du jour de l'Assemblée, nous allons soumettre à votre approbation un certain nombre de résolutions.

### 1.10.1. De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

Dans la première résolution, nous vous demandons d'approuver les comptes annuels de l'exercice écoulé.

Dans la deuxième résolution, nous vous demandons d'approuver les comptes de l'exercice de consolidation clos le 31 décembre 2003, faisant ressortir un Résultat d'Ensemble Consolidé de 1 997 398 €.

Vous aurez ensuite, dans une troisième résolution, à approuver les conventions visées à l'article L225-86 du Code de Commerce. Vos Commissaires aux Comptes vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans leur rapport spécial qui vous sera lu dans quelques instants.

Si vous approuvez les comptes et le bilan du dernier exercice clos de ACTIELEC TECHNOLOGIES S.A., nous vous proposons, dans une quatrième résolution de procéder à l'affectation de résultat suivante :

| | | |
|---|---|---|
| **Origine** | | |
| Report à Nouveau « solde créditeur » | | 12 119 544,12 € |
| Résultat de l'exercice : bénéfice de | | 121 569,66 € |
| | | |
| **Affectation** | | |
| Compte « Report à nouveau » | | |
| qui s'établira à | 12 241 113,78 € | |
| | | |
| **TOTAUX** | **12 241 113,78 €** | **12 241 113,78 €** |

Dans une cinquième résolution, il vous sera proposé de ratifier la nomination d'un nouveau membre au Conseil de Surveillance.

La sixième résolution portera sur l'autorisation à donner au Directoire de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L225-209 du Code de Commerce.

### 1.10.2. De la compétence de l'Assemblée Générale extraordinaire

La septième résolution permettra de modifier les statuts de la Société en vue de les mettre en conformité avec la loi du 1er août 2003 par la modification corrélative des articles 26 et 27. En effet, la loi du 1er août 2003 sur la sécurité financière a modifié un certain nombre de règles de fonctionnement de la Société Anonyme à savoir, en ce qui concerne la Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance :

1- Le contrôle des conventions réglementées entre la Société et un Actionnaire est applicable lorsque ledit Actionnaire détient plus de 10 % du Capital (en remplacement de l'ancien pourcentage de 5 %) ;

2- En ce qui concerne l'obligation de communiquer la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales : les conventions courantes sont exclues de cette communication lorsqu'en raison de leur objet ou leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties ;

3- Le Président du Conseil de Surveillance est désormais tenu, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2003, d'établir un rapport joint au rapport de gestion mentionnant :

- les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil,
- les procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société,

4- Les Commissaires aux Comptes doivent être convoqués à toutes les réunions du Conseil de Surveillance et de Directoire devant arrêter ou examiner les comptes intermédiaires (en plus des comptes annuels) ;

5- Les Commissaires aux Comptes sont soumis à de nouvelles obligations en matière d'information (affiliation à un réseau, honoraires perçus, ….) ; ces informations devront être mises à disposition des Actionnaires et actualisées chaque année ;

6- Les projets de résolutions sur la désignation des Commissaires aux Comptes doivent émaner du Conseil de Surveillance (et non du Directoire) ou des Actionnaires ; en outre, ces projets de résolutions doivent faire état, le cas échéant, des opérations d'apport ou de fusion de la Société ou des sociétés que celle-ci contrôle, vérifiées au cours des deux derniers exercices par les Commissaires proposés ;

7- Les Commissaires aux Comptes doivent justifier leur appréciation en ce qui concerne la certification des comptes (annuels ou consolidés) ; ils doivent également présenter dans un rapport joint à leur rapport général leurs observations sur les procédures de contrôle interne mises en œuvre par la Société pour l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière ;

8- Dans les Sociétés astreintes à publier des comptes consolidés, les Commissaires aux Comptes se livrent ensemble à un examen contradictoire des conditions et modalités d'établissement des comptes selon les prescriptions énoncées par une norme d'exercice professionnel. Une norme d'exercice détermine également les principes de répartition des diligences à mettre en œuvre par chacun des Commissaires pour l'accomplissement de leur mission.

9- Les projets de résolutions présentées par des Actionnaires représentant au moins 5 % du Capital et inscrits à l'Ordre du Jour de l'Assemblée sont portés à la connaissance des Actionnaires dans des conditions déterminées par décret à paraître ;

10- Lorsque l'Assemblée est appelée à délibérer sur des modifications de l'organisation économique ou juridique de l'entreprise sur lesquelles le Comité d'Entreprise a été consulté en application des dispositions du Code du Travail, son avis est communiqué à l'Assemblée.

La dernière résolution sera consacrée aux pouvoirs à conférer.

## 1.11. CONCLUSION

Nous vous demanderons de donner quitus entier et définitif à votre Directoire de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2003, ainsi qu'aux Commissaires aux Comptes pour l'accomplissement de leur mission qu'ils vous relatent dans leur rapport général.

Votre Directoire vous invite à approuver par votre vote, le texte des résolutions qu'il vous propose.

LE DIRECTOIRE

## 1.12. ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION

### 1.12.1. Annexe I : Périmètre de consolidation au 31 Décembre 2003

| Nom | Siège | % de Contrôle | Secteur d'Activité |
|---|---|---|---|
| **ACTIELEC Technologies SA** | Toulouse | Sté consolidante | Holding Animatrice |
| **Automotive** | | | |
| ACTIA SA | Toulouse | 99,98 | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA MULLER SERVICES SA | Toulouse | 99,99 | Fabrication et distribution de matériels électroniques pour garages |
| TECNOFRANCE SA | Méry sur Oise | 99,50 | Sans activité industrielle |
| AUTOTECH SARL | Méry sur Oise | 71,58 | Sans activité industrielle |
| AIXIA SA | Le Bourget du Lac | 99,91 | Etudes et fabrications électroniques |
| ATON SYSTEMES SA | Maison Alfort | 75,97 | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA UK LTD | Newtown *(Pays de Galles)* | 100,00 | Etudes et fabrications électroniques |
| TEKHNE LTD | Farnborough *(Angleterre)* | 100,00 | Sans activité industrielle depuis 1995 |
| ACTIA VIDEOBUS SAS | Getafe Madrid *(Espagne)* | 100,00 | Etudes et fabrications de matériels audio et vidéo |
| ACTIA AUTOMOTIVE | Getafe Madrid *(Espagne)* | 80,01 | Distribution de produits de diagnostic |
| KARFA SA de CV | Mexico (*Mexique* ) | 90,00 | Gestion de participations |
| ACTIA DE MEXICO SA de CV | Mexico (*Mexique* ) | 100,00 | Fabrication et distribution de matériels audio et vidéo |
| ACTIA DO BRASIL LTD | Porto Alegre (*Brésil* ) | 80,00 | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA INC LTD | Elkhart-Indiana (*USA)* | 100,00 | Société sans activité |
| ATAL SARL | Tabor (*Rep.Tchèque* ) | 89,98 | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA ITALIA SPA | Torino *(Italie)* | 100,00 | Etudes et fabrications électroniques |
| I + ME ACTIA GMBH | Braunsweig (*Allemagne* ) | 100,00 | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA CORP. | Elkhart-Indiana (*USA)* | 100,00 | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA NL BV | Nuenen *(Pays-Bas)* | 100,00 | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA POLTIK SP Sarl | Lodz *(Pologne)* | 70,00 | Etudes et fabrications électroniques |
| CIPI SA | Tunis (*Tunisie* ) | 65,40 | Fabrications électroniques |
| ACTIA INDIA PRIVATE LTD | New Delhi (Inde) | 51,00 | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA CHINA | Shangaï (Chine) | 100,00 | Etudes et fabrications électroniques |
| **Télécommunication** | | | |
| SODIELEC SA | St Georges de Luzençon | 90,47 | Etudes et fabrications électroniques |
| DATENO SA | Dinard | 99,97 | Etudes et fabrications électroniques |
| MORS TECHNOLOGIES SAS | Puy-Sainte-Réparade | 99,96 | Etudes et fabrications électroniques |
| EBIM SAS | Manosque | 100,00 | Etudes et fabrications électroniques |
| PILGRIM SA | Toulouse | 99,99 | Etudes et fabrications électroniques |

## 1.12.2. Annexe II : Rémunérations brutes perçues par les mandataires sociaux

| Mandataires | Dans la société | | | Dans les sociétés contrôlées | Dans les sociétés contrôlantes | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (quelle que soit la durée du mandat pendant l'exercice) | Rémunérations versées au titre : | | Avantages en nature | Rémunérations et avantages en nature | Rémunérations | Avantages en nature |
| | du mandat | Autres | | | | |
| Louis PECH | 0 | 0 | 0 | 0 | 221 660 | 3 264 |
| Pierre CALMELS | 0 | 0 | 0 | 0 | 72 000 | 0 |
| Günther THRUM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pierre DEGEORGE/SALVEPAR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| François LOSI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Alain COSTES | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Christian DESMOULINS | 0 | 0 | 0 | 0 | 133 875 | 1 316 |
| Catherine MALLET | 0 | 55 500 | 1 292 | 0 | 0 | 0 |
| Marine CANDELON | 0 | 0 | 0 | 0 | 28 470 | 1 766 |
| **TOTAL** | **0** | **55 500** | **1 292** | **0** | **456 005** | **6 346** |

# 2. COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2003

## 2.1. BILAN CONSOLIDE

| Actif Consolidé en € | | 31/12/03 | | 31/12/02 | 31/12/01 |
|---|---|---|---|---|---|
| *Rubriques* | *Brut* | *Amortissement / Prov* | ***Net*** | ***Net*** | ***Net*** |
| Capital souscrit non appelé | | | | | |
| Ecart d'acquisition | 27 415 380 | 6 320 852 | 21 094 528 | 22 605 993 | 23 024 632 |
| ***IMMOBILISATIONS INCORPORELLES*** | | | | | |
| Frais d'établissement | 146 789 | 5 030 | 141 759 | 7 800 | 13 289 |
| Frais de recherche | 20 723 862 | 3 280 508 | 17 443 354 | 14 386 479 | 12 099 819 |
| Concessions, brevets et marques | 5 152 566 | 4 201 489 | 951 077 | 1 420 150 | 1 217 816 |
| Fonds commercial | 76 415 | 6 000 | 70 415 | 16 161 | 28 984 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | 69 285 | 10 970 |
| Avances et acomptes | 5 671 | | 5 671 | | |
| ***IMMOBILISATIONS CORPORELLES*** | | | | | |
| Terrains | 1641 276 | 13 291 | 1 627 985 | 1 676 903 | 1 845 483 |
| Constructions | 11 459 281 | 4 925 601 | 6 533 680 | 7 500 850 | 8 499 106 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 23 423 845 | 18 651 676 | 4 772 169 | 5 623 345 | 7 302 032 |
| Autres immobilisations corporelles | 11 571 907 | 8 368 803 | 3 203 104 | 3 133 791 | 2 953 493 |
| Immobilisations en cours | 58 468 | | 58 468 | 172 314 | 149 176 |
| Avances et acomptes | | | | | 78 989 |
| ***IMMOBILISATIONS FINANCIERES*** | | | | | |
| Titres de participation | 723 608 | 317 987 | 405 621 | 405 413 | 635 836 |
| Titres de sociétés M.E. | 647 397 | | 647 397 | 586 247 | 534 309 |
| Créances sur participations | 601 146 | 385 329 | 215 817 | 257 212 | 162 180 |
| Autres titres immobilisés | 161 974 | 91 184 | 70 790 | 75 500 | 80 899 |
| Prêts | 1 816 | | 1 816 | 602 | |
| Autres immobilisations financières | 296 485 | | 296 485 | 196 213 | 301 467 |
| **ACTIF IMMOBILISE** | **104 107 886** | **46 567 750** | **57 540 136** | **58 137 258** | **58 938 480** |
| ***ACTIF CIRCULANT*** | | | | | |
| Matières premières | 21 724 206 | 3 039 580 | 18 684 626 | 18 745 572 | 25 793 630 |
| En-cours de biens | 3 404 508 | | 3 404 508 | 2 882 914 | 3 817 729 |
| En-cours de services | 7 322 528 | 16 702 | 7 305 826 | 5 986 926 | 4 540 908 |
| Produits intermédiaires et finis | 7 606 174 | 560 253 | 7 045 921 | 8 454 055 | 9 485 903 |
| Marchandises | 11 102 870 | 1 508 425 | 9 594 445 | 7 056 574 | 8 299 041 |
| Avances et acomptes sur commandes | 428 459 | | 428 459 | 534 311 | 1 025 380 |
| Clients | 50 328 452 | 1 468 127 | 48 860 325 | 41 599 790 | 53 522 726 |
| Actif d'impôts différés | 7 770 206 | | 7 770 206 | 7 341 907 | 5 873 139 |
| Autres créances | 7 478 005 | 67 722 | 7 410 283 | 9 065 161 | 13 105 985 |
| Capital, appelé non versé | 2 984 | | 2 984 | | |
| Actions propres | 443 470 | 239 969 | 203 501 | 123 792 | 214 283 |
| Autres valeurs mobilières | 224 191 | 809 | 223 382 | 90 475 | 255 756 |
| Disponibilités | 6 378 974 | 47 145 | 6 331 829 | 5 192 757 | 10 341 096 |
| Charges constatées d'avance | 1 528 608 | | 1 528 608 | 999 510 | 964 877 |
| **ACTIF CIRCULANT** | **125 743 635** | **6 948 732** | **118 794 903** | **108 073 744** | **137 240 453** |
| ***COMPTES DE REGULARISATION*** | | | | | |
| Charges à répartir | 74 806 | | 74 806 | 112 646 | 169 968 |
| Primes remboursement obligations | | | | | |
| Ecart de conversion actif | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **229 926 327** | **53 516 482** | **176 409 845** | **166 323 648** | **196 348 901** |

| Passif Consolidé en € | *31/12/03* | *31/12/02* | *31/12/01* |
|---|---|---|---|
| Capital social | 12 864 906 | 12 864 906 | 12 864 906 |
| Primes d'émission | 9 276 980 | 9 276 980 | 9 276 980 |
| Ecarts de réévaluation du Groupe | | | |
| Réserve légale | 1 286 491 | 1 286 491 | 1 160 116 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées | 189 173 | 189 173 | 189 173 |
| Autres réserves | | | |
| Réserves Groupe | 3 429 924 | 6 913 339 | 14 457 583 |
| Ecart de conversion du Groupe | (1 697 185) | (788 942) | 392 784 |
| Report à nouveau | 12 119 544 | 10 406 178 | |
| **Résultat du Groupe** | **1 941 038** | **(3 369 749)** | **3 692 615** |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| Titres en autocontrôle | | | |
| **CAPITAUX PROPRES** | **39 410 871** | **36 778 376** | **42 034 157** |
| Intérêts hors Groupe | 2 839 217 | 3 045 353 | 4 180 370 |
| Résultat hors Groupe | 56 360 | (100 854) | 227 765 |
| **INTERETS MINORITAIRES** | **2 895 577** | **2 944 499** | **4 408 135** |
| Produits émissions titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | 647 880 | 1 205 430 | 3 356 238 |
| **AUTRES FONDS PROPRES** | **647 880** | **1 205 430** | **3 356 238** |
| Ecarts d'acquisition négatif | | | |
| Provisions pour risques | 1 421 827 | 376 085 | 1 378 115 |
| Provisions pour charges | 1 984 186 | 2 162 489 | 2 015 005 |
| Passifs d'impôts différés | 16 685 | 3 264 | 49 931 |
| **PROVISIONS RISQUES ET CHARGES** | **3 422 698** | **2 541 838** | **3 443 051** |
| Emprunts obligataires convertibles | 1 499 159 | 1 443 600 | 1 143 396 |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts, dettes auprès établiss. crédit | 63 060 278 | 64 575 180 | 65 451 775 |
| Emprunts et dettes financières divers | 1 116 545 | 1 842 523 | 1 800 200 |
| Avances, acomptes reçus sur commandes | 2 637 772 | 3 098 747 | 6 028 659 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 33 312 345 | 27 157 577 | 38 346 206 |
| Dettes fiscales et sociales | 16 436 299 | 12 891 699 | 14 620 203 |
| Dettes sur immobilisations | 1 013 352 | 2 078 489 | 2 280 663 |
| Autres dettes | 5 782 005 | 3 673 198 | 6 908 171 |
| Produits constatés d'avance | 5 175 064 | 6 092 492 | 6 528 047 |
| **DETTES et régularisations** | **130 032 819** | **122 853 505** | **143 107 320** |
| Ecarts de conversion passif | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **176 409 845** | **166 323 648** | **196 348 901** |

## 2.2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| Rubriques | *31/12/03* | *31/12/02* | *31/12/01* |
|---|---|---|---|
| Ventes de marchandises | 33 175 718 | 25 354 711 | 14 940 422 |
| Production vendue de biens | 138 505 405 | 121 804 687 | 138 861 495 |
| Production vendue de services | 26 898 395 | 28 936 899 | 29 815 473 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES NET | 198 579 518 | 176 096 297 | 183 617 390 |
| Production stockée | 300 071 | (410 844) | 1 265 996 |
| Production immobilisée | 4 285 059 | 4 851 883 | 4 181 947 |
| Subventions d'exploitation | 281 330 | 208 998 | 399 077 |
| Reprises amortis., provisions, transfert | 3 052 890 | 3 716 656 | 3 390 656 |
| Autres produits | 276 846 | 67 770 | 206 593 |
| **PRODUITS D'EXPLOITATION** | **206 775 714** | **184 530 760** | **193 061 659** |
| Achats de marchandises | 23 338 912 | 16 067 936 | 15 657 102 |
| Variation de stock de marchandises | (1 567 908) | 1 137 485 | (4 838 807) |
| Achats de matières premières | 69 417 210 | 67 417 395 | 86 798 089 |
| Variation de stock de matières premières | 676 973 | 2 084 466 | (9 877 907) |
| Autres achats et charges externes | 32 494 337 | 31 510 764 | 31 836 716 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 3 176 305 | 2 621 334 | 3 027 931 |
| Salaires et traitements | 43 379 635 | 39 847 144 | 38 718 395 |
| Charges sociales | 16 403 033 | 13 950 450 | 13 182 589 |
| Dotations amortissements immobilisations | 5 833 127 | 5 671 426 | 5 290 034 |
| Dotations provisions sur immobilisations | | | |
| Dotations provisions sur actif circulant | 1 357 094 | 2 598 100 | 1 807 843 |
| Dotations provisions risques et charges | 1 135 823 | 409 541 | 883 882 |
| Autres charges | 868 661 | 703 787 | 169 225 |
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | **196 513 202** | **184 019 828** | **182 655 092** |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION** | **10 262 512** | **510 932** | **10 406 567** |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | |
| Produits financiers de participations | 21 142 | 23361 | 8 407 |
| Produits des autres valeurs mobilières | 13 567 | 3 570 | 8 821 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 108 814 | 156 872 | 141 725 |
| Reprises provisions, transferts charges | 249 483 | 126 197 | 113 391 |
| Différences positives de change | 1 606 655 | 1 303 601 | 889 881 |
| Produits nets / cessions valeurs mobil. | 4 714 | 10 544 | 7 104 |
| Ecart de conversion | | | 445 |
| **PRODUITS FINANCIERS** | **2 004 375** | **1 624 145** | **1 169 774** |
| Dotations financ. Amortissem. Provisions | 1 374 | 323 718 | 147 043 |
| Intérêts et charges assimilées | 3 693 567 | 4 266 866 | 4 367 055 |
| Différences négatives de change | 2 663 693 | 2 124 756 | 732 125 |
| Charges nettes / cessions valeurs mobil. | | | 7 |
| **CHARGES FINANCIERES** | **6 358 634** | **6 715 340** | **5 246 230** |
| **RESULTAT FINANCIER** | **(4 354 259)** | **(5 091 195)** | **(4 076 456)** |
| **RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS** | **5 908 253** | **(4 580 263)** | **6 330 111** |

| Rubriques | *31/12/03* | *31/12/02* | *31/12/01* |
|---|---|---|---|
| Produits except. sur opérations gestion | 593 498 | 1 252 983 | 383 793 |
| Produits except. sur opérations capital | 261 451 | 5 669 952 | 975 726 |
| Reprises sur provisions, transferts charges | 258 670 | 624 090 | 281 997 |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | **1 113 619** | **7 547 025** | **1 641 516** |
| Charges except. sur opérations gestion | 588 141 | 473 414 | 624 651 |
| Charges except. sur opérations capital | 618 841 | 4 297 923 | 769 100 |
| Dotations except. Amortissem. Provisions | 141 034 | 291 283 | 106 017 |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | **1 348 016** | **5 062 620** | **1 499 768** |
| | | | |
| **RESULTAT EXCEPTIONNEL** | **(234 397)** | **2 484 405** | **141 748** |
| Participations des salariés | | | |
| Impôts dûs sur les bénéfices | 2 688 140 | 1 395 245 | 1 036 829 |
| Impôts différés sur les bénéfices | (413 340) | (1 509 568) | 230 130 |
| **RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES** | **3 399 056** | **(1 981 535)** | **5 204 900** |
| Résultat sociétés mises en équivalence | 151 900 | 134 439 | 105 385 |
| Dotations amortissem. écarts acquisition | 1553 558 | 1 623 507 | 1 389 905 |
| **RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDE** | **1 997 398** | **(3 470 603)** | **3 920 380** |
| | | | |
| **RESULTAT GROUPE** | **1 941 038** | **(3 369 749)** | **3 692 615** |
| **RESULTAT HORS GROUPE** | **56 360** | **(100 854)** | **227 765** |
| **Bénéfice par action** (part du Groupe avant AEA) | **0,204** | **(0,102)** | **0,296** |

## 2.3. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

### 2.3.1. Principes de Consolidation

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les règles comptables applicables en France et notamment les dispositions du Règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

#### *2.3.1.1 Périmètre et Critères de Consolidation*

Les comptes des sociétés contrôlées de façon exclusive par ACTIELEC TECHNOLOGIES sont consolidés par intégration globale. Les comptes des sociétés dans lesquelles A ACTIELEC TECHNOLOGIES possède une influence significative sont consolidés par mise en équivalence.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation figure au paragraphe Sociétés Consolidées (cf. p 52).

#### *2.3.1.2 Elimination des Opérations entre les Sociétés Consolidées*

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées, ainsi que les résultats internes réalisés, compris dans l'actif immobilisé et dans les stocks des sociétés consolidées, sont éliminés.

#### *2.3.1.3 Ecarts d'Acquisition*

Lors de la prise de contrôle d'une nouvelle Société ou entreprise, les actifs et passifs identifiables de la Société ou entreprise acquise sont inscrits au bilan consolidé pour leur valeur réestimée à cette date. L'écart résiduel entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part des capitaux propres réestimés est inscrit à l'actif sous la rubrique « Ecart d'Acquisition » ou au passif sous la rubrique « Provisions pour charges ».

L'écart d'acquisition est rapporté au compte de résultat conformément à un plan d'amortissement linéaire actuellement compris entre 10 et 20 ans. Le détail des écarts en cours est produit au paragraphe des immobilisations incorporelles (cf. p 55 ).

#### *2.3.1.4 Conversion des Comptes Annuels des Filiales Libellés en Monnaies Etrangères*

Les comptes annuels des sociétés étrangères, hors zone Euro, sont convertis de la manière suivante :

- Les actifs et passifs sont convertis au taux de clôture,
- Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice. En cas d'activité située dans des pays à forte inflation, les postes du compte de résultat de la filiale concernée seraient convertis au taux de clôture.
- La différence de conversion est incluse dans les capitaux propres et n'affecte pas le résultat,

- Conformément au règlement CRC 99-02, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les capitaux propres.

### 2.3.2. Principes Comptables

#### *2.3.2.1 Immobilisations Incorporelles*

**Recherche & Développement**

Les dépenses de Recherche et de Développement (R & D) qui concernent des opérations de R & D sans application commerciale immédiate au cours de la période comptable considérée, peuvent être comptabilisées en immobilisations incorporelles, à condition de déboucher sur une application commerciale quasi-assurée et de présenter de sérieuses chances de réussite technique.

Ces dépenses comprennent :

- La partie non couverte par le client des travaux de R & D faisant l'objet d'une commande de participation ;
- Les travaux de R & D entrepris en fonction de clients « potentiels » ;
- L'activité de R & D correspondant à la mise en œuvre de plans et études pour la production de matériaux, appareils, produits, procédés, systèmes ou services nouveaux ou fortement améliorés, en application de découvertes réalisées ou de connaissances acquises, avant le commencement d'une production commercialisée.
- L'activité correspondant aussi aux opérations entreprises pour modifier profondément un produit afin de lui donner une prolongation de vie importante.

Ces dépenses ne comprennent pas les opérations de simple maintenance d'un produit qui doivent être systématiquement passées en charge.

Les opérations en cause sont clairement individualisées, chaque projet ayant à la date de l'établissement des situations comptables de sérieuses chances de réussite technique et d'application commerciale.

Les dépenses afférentes à un projet sont distinctement établies par la comptabilité analytique.

Les immobilisations incorporelles des frais de R & D par projet sont amorties selon un plan, dans un délai maximal de cinq ans, sauf opération demandant un amortissement exceptionnellement plus long adapté à une situation particulière. En aucun cas le délai maximal ne pourra excéder 10 ans.

A chaque clôture d'exercice, les immobilisations liées à un projet peuvent être totalement amorties en cas d'insuccès du projet ou d'absence de perspective commerciale.

#### *2.3.2.2 Immobilisations Corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition y compris, le cas échéant, les frais financiers encourus lors des périodes de construction. Les incidences d'apports partiels d'actifs internes ont été entièrement neutralisées.

Les amortissements sont calculés linéairement sur les durées de vie d'utilisation probables suivantes :

- Constructions et Agencements : sur 10 à 20 ans
- Installations Techniques, Matériel et Outillage : sur 6 à 10 ans
- Autres Immobilisations Corporelles : sur 3 à 10 ans
- Immobilisations Financées en Crédit-Bail : selon la nature de l'immobilisation.

Les biens immobiliers et mobiliers significatifs acquis au moyen de contrats de crédit-bail sont inscrits en immobilisations. Les dettes correspondantes sont incluses dans les dettes financières.

#### *2.3.2.3 Immobilisations Financières*

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan au coût d'acquisition.

Lorsque la situation nette de la Société détenue est inférieure au prix d'acquisition et si son évolution ne prévoit pas un rétablissement, une dépréciation peut être constituée, pour autant que la valeur d'utilité soit inférieure au capital social de la Société détenue.

#### *2.3.2.4 Stocks et En-Cours*

Les stocks et les en-cours de production sont évalués au prix de revient selon la méthode du coût moyen pondéré, ou à la valeur probable de réalisation si celle-ci est inférieure.

Les en-cours de services sont évalués au prix de revient net des factures émises dans la limite du montant des commandes résiduelles nettes (coût des travaux restant à effectuer). Des commandes fermes (ou à très fort potentiel de réalisation) relatives à des ventes futures de produits finis peuvent le cas échéant être également prises en compte. Dans ce cas, l'excédent du coût de l'étude est réparti sur les ventes de produits finis.

Les contrats à long terme sont évalués selon la méthode de l'avancement. Lorsqu'une perte à terminaison est estimée probable, une provision est constituée.

#### *2.3.2.5 Clients et Comptes Rattachés*

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques d'irrécouvrabilité relatifs aux clients faisant l'objet d'un contentieux ou connaissant des difficultés financières. Les effets escomptés non échus et les dailly sans recours ne font pas partie des clients et comptes rattachés.

#### *2.3.2.6 Impôt sur les Bénéfices*

Les impositions différées sont comptabilisées selon la méthode du report variable.

Elles résultent notamment :

- Des pertes fiscales reportables,
- Du décalage temporaire pouvant exister entre la constatation comptable d'un produit ou d'une charge et son inclusion dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur,
- Des retraitements de consolidation.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés lorsque leur recouvrement est probable (cf. p 57), dans un délai maximum de cinq ans.

#### *2.3.2.7 Conversion des Eléments en Devise*

Les dettes et créances libellées en devises sont converties au taux en vigueur au 31 décembre 2003. Les différences de change latentes dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat.

#### *2.3.2.8 Indemnités de Départ à la Retraite*

Jusqu'en 2002, les indemnités conventionnelles ou légales à verser lors du départ en retraite des salariés étaient provisionnées dans les comptes consolidés sur la base d'une estimation des droits potentiels acquis par les salariés à la date du bilan. Dès 2003, la recommandation N° 2003-R.01 du CNC faisant référence aux principes de la norme IAS 19 a été appliquée.

#### *2.3.2.9 Provisions pour risques et charges*

Les provisions pour risques et charges sont établies en conformité avec le règlement N° 2000-06 sur les passifs.

#### *2.3.2.10 Produits Constatés d'Avance*

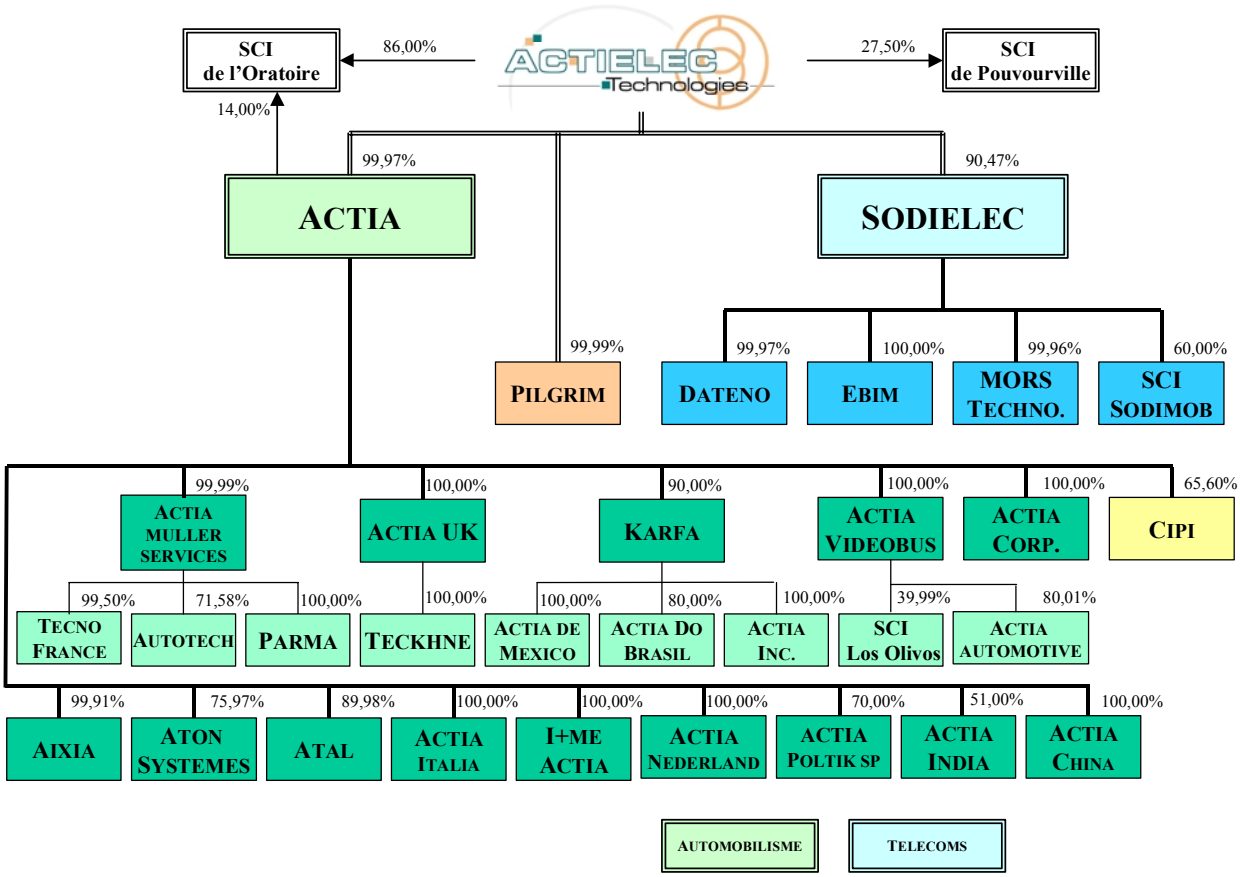
Dans le cadre des contrats d'abonnement, les sociétés sont amenées à facturer en début de période des prestations qui sont livrées de manière échelonnée. Les produits sont pris en compte de manière linéaire sur les périodes concernées.

## 2.3.3. Sociétés Consolidées

| Nom | Siège Social | N° Siren | % de Contrôle | | Méthode de Consolidation | | Secteur d'Activité |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | déc-02 | déc-03 | déc-02 | déc-03 | |
| ACTIELEC Technologies | Toulouse | 542 080 791 | Société consolidante | | | | Holding |
| *Automotive* | | | | | | | |
| ACTIA | Toulouse | 389 187 360 | 99,98 | 99,97 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA MULLER SERVICES (1) | Toulouse | 350 183 182 | 99,92 | 99,99 | I.G. | I.G. | Fabrication et distribution de matériels mécaniques pour garages et centres de contrôle |
| TECNOFRANCE | Méry sur Oise | 342 201 563 | 99,50 | 99,50 | I.G. | I.G. | Sans activité industrielle |
| AUTOTECH | Méry sur Oise | 392 235 586 | 71,58 | 71,58 | I.G. | I.G. | Sans activité industrielle |
| PARMA | Méry sur Oise | 400 812 897 | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Immobilier |
| AIXIA | Le Bourget du Lac | 381 805 514 | 99,91 | 99,91 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| ATON Systemes | Maison Alfort | 384 018 263 | 75,97 | 75,97 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA UK | Newtown *(Pays de Galles)* | | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| TEKHNE | Farnborough *(Angleterre)* | | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Sans activité industrielle |
| ACTIA VIDEOBUS | Getafe Madrid *(Espagne)* | | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Etudes et fab. de matériels audio et vidéo |
| ACTIA AUTOMOTIVE (2) | Getafe Madrid *(Espagne)* | | - | 80,01 | - | I.G. | Distribution de produits de diagnostic |
| SCI Los Olivos | Getafe Madrid *(Espagne)* | | 39,99 | 39,99 | M.E. | M.E. | Immobilier |
| KARFA | Mexico (*Mexique* ) | | 90,00 | 90,00 | I.G. | I.G. | Gestion de participations |
| ACTIA DE MEXICO | Mexico (*Mexique* ) | | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Fab; et distribution de matériels audio et vidéo |
| ACTIA DO BRASIL | Porto Alegre (*Brésil* ) | | 80,00 | 80,00 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA INC | Elkhart-Indiana (*USA)* | | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Société sans activité |
| ATAL | Tabor (*Rep.Tchèque* ) | | 89,98 | 89,98 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA ITALIA | Torino *(Italie)* | | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| I + ME ACTIA | Braunsweig (*Allemagne* ) | | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA Corporation | Elkhart-Indiana (*USA)* | | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA NL | Nuenen *(Pays-Bas)* | | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA POLTIK SP | Lodz *(Pologne)* | | 70,00 | 70,00 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| CIPI | Tunis (*Tunisie* ) | | 65,60 | 65,60 | I.G. | I.G. | Fabrications électroniques |
| ACTIA INDIA | New Delhi *(Inde)* | | 51,00 | 51,00 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| ACTIA CHINA (3) | Shanghai *(Chine)* | | - | 100,00 | - | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| *Télécommunications* | | | | | | | |
| SODIELEC | St Georges de Luzençon | 699 800 306 | 90,47 | 90,47 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| DATENO | Dinard | 897 280 418 | 99,97 | 99,97 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| MORS Technologies | Puy-Sainte-Réparade | 432 005 569 | 99,96 | 99,96 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| EBIM | Manosque | 278 940 555 | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| SCI Sodimob | St Georges de Luzençon | 419 464 490 | 60,00 | 60,00 | I.G. | I.G. | Immobilier |
| PILGRIM | Toulouse | 403 566 375 | 99,99 | 99,99 | I.G. | I.G. | Etudes et fabrications électroniques |
| SCI de l'Oratoire (4) | Colomiers | 345 291 405 | 100,00 | 100,00 | I.G. | I.G. | Immobilier |
| SCI Les Coteaux de Pouvourville | Toulouse | 343 074 738 | 27,50 | 27,50 | M.E. | M.E. | Immobilier |

(1) ACTIA MULLER SERVICES (A.M.S.) est née le 23 octobre 2003 de la fusion-absorption de BERENISCE (qui avait acquis le fonds de commerce de MULLER-BEM le 1er janvier 2003) par MEIGA détenues toutes deux à 100 % par ACTIA
(2) ACTIA Automotive a été constituée le 6 juin 2003 pour acquérir un fonds de commerce
(3) ACTIA China a été constituée le 7 mai 2003
(4) SCI de l'Oratoire est détenue à 86% par ACTIELEC Technologies et 14% par ACTIA

## PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2003



### 2.3.4. Immobilisations Incorporelles

Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles ont évolué comme suit :

| *Chiffres exprimés en k€* | au 31/12/02 | Variation périmètre<br>Ecarts de conversion | Acquisitions<br><Transfert> | Cessions et autres diminutions | au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|---|
| Ecarts d'acquisition | 28 374 | | 42 | 1 001 | 27 415 |
| Frais d'Etablissement | 30 | <18> | 154 | 19 | 147 |
| Frais de Recherche et Développement | 16 312 | <84> | 4 496 | | 20 724 |
| Concessions, brevets et licences | 4 947 | <16> | 264 | 42 | 5 153 |
| Fonds de Commerce | 16 | | 60 | | 76 |
| Autres immobilisations incorporelles | 84 | <4> | | 80 | 0 |
| Avances et acomptes | | | 6 | | 6 |
| **Total** | **49 763** | **<122>** | **5 022** | **1 142** | **53 521** |

et les amortissements :

| *Chiffres exprimés en k€* | au 31/12/02 | Variation périmètre<br>Ecarts de Conversion | Dotations<br><Transfert> | Reprises et autres diminutions | au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|---|
| Ecarts d'acquisition | 5 768 | | 1 554 | 1 001 | 6 321 |
| Frais d'Etablissement | 22 | <1> | 3 | 19 | 5 |
| Frais de Recherche et Développement | 1 926 | <6> | 1 361 | | 3 281 |
| Concessions, brevets et licences | 3 527 | <7> | 850 | 168 | 4 202 |
| Fonds de commerce | 0 | | 6 | | 6 |
| Autres immobilisations incorporelles | 14 | <3> | | 11 | 0 |
| **Total** | **11 257** | **<17>** | **3 774** | **1 199** | **13 815** |

L'acquisition en 2003 de l'activité d'ACTIA Automotive par ACTIA Videobus (80,01% pour 42 k€) a généré un nouvel écart d'acquisition de 42 k€.

Par ailleurs, les écarts d'acquisition entièrement amortis ont été sortis du Bilan tant en valeur brute (1 001 k€) qu'en amortissement (1 001 k€).

Les écarts d'acquisitions significatifs sont généralement amortis sur 20 ans mais compte tenu de certaines spécificités géographiques, ils peuvent être amortis sur 10 ans, notamment pour :

- CIPI (unité de production Tunisienne),
- ACTIA Poltik,

L'augmentation des frais de R & D provient essentiellement d'ACTIA SA (chronotachygraphe : + 1 928 k€), d'ACTIA Corp. (+ 466 k€), d'EBIM (+ 365 k€) et de MORS TECHNOLOGIES (+ 776 k€).

Le détail des écarts d'acquisition est le suivant :

| *Chiffres exprimés en k€* | Valeurs Brutes | | | | | Amortissements | | | | | Valeurs Nettes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | au 31/12/02 | Acquisitions et autres augment. | Cessions et autres diminutions | Sortie de Bilan | au 31/12/03 | au 31/12/02 | Dotations | Reprises Cessions | Sortie de Bilan | au 31/12/03 | au 31/12/02 | au 31/12/03 |
| MEIGA | 260 | | | 260 | | 257 | 3 | | 260 | | 3 | |
| ACTIA VIDEOBUS | 741 | | | 741 | | 728 | 13 | | 741 | | 13 | |
| CIPI | 2 633 | | | | 2 633 | 1 448 | 263 | | | 1 711 | 1 185 | 922 |
| ATON Systemes | 352 | | | | 352 | 140 | 45 | | | 185 | 212 | 167 |
| KARFA | 85 | | | | 85 | 39 | 15 | | | 54 | 46 | 31 |
| ACTIA Corporation | 9 093 | | | | 9 093 | 1 137 | 455 | | | 1 592 | 7 956 | 7 501 |
| ACTIA POLTIK | 298 | | | | 298 | 45 | 30 | | | 75 | 253 | 223 |
| ACTIA Automotive | | 42 | | | 42 | | 4 | | | 4 | | 38 |
| SODIELEC | 1 680 | | | | 1 680 | 629 | 56 | | | 685 | 1 051 | 995 |
| MORS Technlogies | 5 763 | | | | 5 763 | 692 | 296 | | | 988 | 5 071 | 4 775 |
| EBIM | 7 469 | | | | 7 469 | 653 | 374 | | | 1 027 | 6 816 | 6 442 |
| **Total** | 28 374 | 42 | | 1 001 | 27 415 | 5 768 | 1 554 | | 1 001 | 6 321 | 22 606 | 21 094 |

## 2.3.5. Immobilisations Corporelles

Les valeurs brutes des immobilisations corporelles ont évolué comme suit :

| *Chiffres exprimés en k€* | au 31/12/02 | Variation périmètre Ecarts de Conversion Autres variations | Acquisitions et Transferts | Cessions et autres diminutions | au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|---|
| Terrains | 1 694 | <131> | 95 | 17 | 1 641 |
| Constructions | 12 016 | <486> | 210 | 281 | 11 459 |
| Installations Techniques Matériel Outillage | 24 114 | <492> | 1 192 | 1 390 | 23 424 |
| Autres immobilisations | 11 371 | <30> | 1 228 | 997 | 11 572 |
| Immobilisations en cours | 172 | | <114> | | 58 |
| **Total** | **49 367** | **<1 139>** | **2 610** | **2 684** | **48 155** |
| **Dont crédit bail:** | | | | | |
| Terrains | 129 | | | 67 | 62 |
| Constructions | 4 080 | 1 823 | | | 5 903 |
| Matériel et Outillage | 1 988 | | 102 | | 2 090 |
| Autres immobilisations | 2 103 | | 100 | 153 | 2 050 |

Les écarts de conversion sont principalement liés aux variations des cours des devises suivantes :
- Dinar tunisien (Tunisie) : - 0,5 M€
- Dollar US (Etats-Unis) : - 0,6 M€

Les acquisitions les plus significatives en 2003 concernent de :
- ACTIA : 0,9 M€ (Installations techniques = 0,7M€ - Autres immos = 0,2 M€),
- ACTIA MULLER SERVICES : 0,3 M€ (Installations techniques = 0,1M€ - Autres immos = 0,2 M€),
- ACTIA Corp. (USA) : 0,5 M€ (Installations techniques = 0,1M€ - Autres immos = 0,4 M€),
- EBIM : 0,3 M€ (terrain et construction).

Hors mises au rebut, la cession la plus significative en 2003 concerne I+ME – ACTIA en Allemagne pour 0,3 M€ (terrains et constructions).

Par ailleurs, MORS TECHNOLOGIES a négocié le rachat par anticipation d'un contrat de crédit-bail portant sur un ensemble industriel pour un montant de 676 k€ correspondant au capital restant dû.

Les amortissements :

| *Chiffres exprimés en k€* | au 31/12/02 | Variation périmètre Ecarts de Conversion Autres variations | Dotations | Reprises | au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|---|
| Terrains | 17 | | | 4 | 13 |
| Constructions | 4 515 | <32> | 572 | 130 | 4 926 |
| Installations Techniques Matériel Outillage | 18 487 | <255> | 1 806 | 1 386 | 18 652 |
| Autres immobilisations | 8 238 | <179> | 1 271 | 961 | 8 369 |
| **Total** | **31 257** | **<466>** | **3 649** | **2 481** | **31 959** |
| **Dont crédit bail:** | | | | | |
| Constructions | 1 889 | 1 199 | 102 | | 3 190 |
| Matériel et Outillage | 1 591 | | 227 | | 1 818 |
| Autres Immobilisations | 1 440 | | 428 | 146 | 1 722 |

## 2.3.6. Titres de Participations Immobilisés

| *Chiffres exprimés en k€* | au 31/12/02 | | au 31/12/03 | | Détention |
|---|---|---|---|---|---|
| | Valeurs Brutes | Valeurs Nettes | Valeurs Brutes | Valeurs Nettes | 31/12/03 |
| **Titres de Participations** | | | | | |
| C.Y.T. | 33 | 0 | 33 | 0 | 15% |
| STEM | 23 | 0 | 23 | 0 | NS |
| C.G.C. | 1 | 1 | 1 | 1 | NS |
| ACTIMUR | 53 | 53 | 53 | 53 | 37% |
| EURODIO | 23 | 0 | 23 | 0 | En cours dissolution |
| ACEM | 129 | 0 | 0 | 0 | Liquidée en 2003 |
| CAST | 8 | 0 | 8 | 0 | En cours dissolution |
| 3 I S | 27 | 0 | 27 | 0 | 45% |
| MIDI PYRENEES CREATION | 2 | 2 | 2 | 2 | NS |
| INTECS | 350 | 350 | 350 | 350 | 14% |
| S.T.A. | 203 | 0 | 203 | 0 | 5% |
| **Total** | **852** | **406** | **723** | **406** | |
| **Autres Titres Immobilisés** | | | | | |
| GTI Siglo XXI | 94 | 3 | 94 | 3 | |
| Titres Tunisiens | 57 | 57 | 52 | 52 | |
| Divers (parts sociales banques liées aux emprunts) | 16 | 16 | 16 | 16 | |
| **Total** | **167** | **76** | **162** | **71** | |

## 2.3.7. Titres des Sociétés Mises en Equivalence

| *Chiffres exprimés en k€* | Valeur des titres | | Quote-part du Résultat |
|---|---|---|---|
| | au 31/12/02 | au 31/12/03 | 31/12/03 |
| SCI Los Olivos | 77 | 96 | 19 |
| SCI de Pouvourville | 509 | 551 | 133 |
| **Total** | **586** | **647** | **152** |

### 2.3.8. Stocks

En 2003, les stocks ont augmenté de 2,8 M€. Cette augmentation est principalement liée à :

- l'acquisition en 2003 de MULLER BEM par BERENISCE,
- l'activité d'ACTIA MULLER SERVICES, née de la fusion de MEIGA et BERENISCE,

qui ont globalement généré des stocks complémentaires pour 2,5 M€.

### 2.3.9. Créances et Comptes Rattachés, Autres Créances

La quasi-totalité des créances clients est à échéance à moins d'un an. Les autres créances comprennent notamment:

- Du Crédit Impôt Recherche à hauteur de 2,1 M€ répartis de la façon suivante :
  - ACTIA 1,9 M€
  - SODIELEC 0,2 M€

Dans le cas où ces sommes ne seraient pas imputées sur des impôts dus, elles seraient remboursées par l'administration selon le calendrier suivant :

  - en 2004 1,8 M€ (dont 1,6 M€ donné à titre de garantie d'un emprunt (cf. p 59))
  - en 2005 0,2 M€
  - en 2006 0,1 M€

- Du Crédit d'Impôt sur les sociétés, dont ACTIA SA pour 0,4 M€ et ACTIA Muller Services pour 0,2 M€,
- Du Crédit de TVA à rembourser pour ACTIELEC TECHNOLOGIES SA pour 0,7 M€,
- De la TVA déductible dont ACTIA MULLER SERVICES pour 0,9 M€ et ACTIA de MEXICO (Mexique) pour 0,6 M€.

### 2.3.10. Impôts Différés

| *Chiffres exprimés en k€* | 31/12/02 | 31/12/03 |
|---|---|---|
| **Actifs d'impôts constatés au titre des :** | | |
| . Décalage entre fiscal et social | 771 | 790 |
| . Déficits reportables | 6 571 | 6 980 |
| **TOTAL NET DES ACTIFS D'IMPOTS** | **7 342** | **7 770** |
| **Passifs d'impôts constatés au titre des:** | | |
| Passifs d'impôts différés | 3 | 17 |
| **TOTAL NET DES PASSIFS D'IMPOTS** | **3** | **17** |
| Provision pour charge impôt différé actif | <262> | |
| **TOTAL NET DES ACTIFS OU PASSIFS D'IMPOTS** | **7 077** | **7 754** |
| | | |

La provision pour charge d'impôt différé passée chez MEIGA (aujourd'hui ACTIA MULLER SERVICES) a été reprise au 30 juin 2003 (262 k€).

Les déficits fiscaux reportables et moins-values long terme de sociétés françaises du Groupe qui n'ont pas été activés représentent une base totale d'impôt de 9,4 M€ (8,7 M€ au 31 décembre 2002) soit un impôt récupérable de 2,9 M€ (2,6 M€ au 31 décembre 2002).

### 2.3.11. Programme de Rachat d'Actions Propres

Le programme de rachat d'actions propres a été initialement autorisé par la COB le 14 décembre 2000 sous le VISA n°00-2041 puis le 11 avril 2002 sous le VISA n° 02-357. Un nouveau programme de rachat d'actions propres a été autorisé par l'Assemblée Générale du 9 mai 2003 pour une durée de 18 mois. Ce nouveau programme n'a pas nécessité d'autorisation préalable de la COB car la possibilité d'annuler les actions rachetées (prévue dans les deux premiers programmes) a été supprimée. Nous rappelons que l'objectif de ce programme est la régularisation des cours en fonction des situations de marché.

Au 31 décembre 2003, ACTIELEC TECHNOLOGIES SA a racheté, depuis l'origine du programme, 61 996 actions propres comptabilisées dans l'Actif Circulant pour une valeur brute de 290 318 €, soit un prix moyen d'achat de 4,68 €.

Hors programme de rachat, ACTIELEC TECHNOLOGIES détient également 1 400 actions propres comptabilisées pour une valeur brute de 153 152 €. Ces actions étaient détenues par MORS SA au moment de la fusion.

Une provision sur ces actions est effectuée en fonction du cours de clôture, soit au 31 Décembre 2003 une provision totale de 239 969 € pour un cours de 3,21 €.

### 2.3.12. Dettes Financières et Comptes Rattachés, Avances Conditionnées

Les dettes financières par nature de crédit et par échéance se repartissent de la façon suivante à la clôture de l'exercice:

| | 31/12/02 | | | | 31/12/03 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Chiffres exprimés en k€* | <31/12/03 | >01/01/04 <31/12/07 | >01/01/08 | **Total** | <31/12/04 | >01/01/05 <31/12/08 | >01/01/09 | **Total** |
| Avances Conditionnées | 505 | 700 | | **1 205** | 396 | 252 | | **648** |
| Emprunt Obligataire Convertible | | 1 444 | | **1 444** | | 1 499 | | **1 499** |
| Emprunts et Dettes Financières auprès des établissements de crédit | 8 857 | 24 849 | 1 126 | **34 832** | 8 791 | 20 214 | 2 022 | **31 027** |
| Dettes Financières de Crédit Bail | 1 175 | 1 217 | 956 | **3 348** | 536 | 729 | 817 | **2 082** |
| Emprunts et Dettes Financières Diverses | 1 843 | | | **1 843** | 1 117 | | | **1 117** |
| Concours Bancaires et Soldes Créditeurs de Banque | 26 395 | | | **26 395** | 29 951 | | | **29 951** |
| **Total** | **38 775** | **28 210** | **2 082** | **69 067** | **40 791** | **22 694** | **2 839** | **66 324** |

- Les Concours Bancaires et Soldes Créditeurs de Banque au 31 décembre 2003 sont accordés généralement pour une durée de un an et sont renouvelables à la mi-année.

- L'Emprunt Obligataire Convertible en Actions a été émis fin décembre 2001 par SODIELEC SA aux conditions suivantes :

- Obligations nominatives émises à 18 € de nominal au pair,
- Durée de l'emprunt : 6 ans à compter de l'émission,
- Intérêt annuel : 2,5 % l'an payable les 30 juin et 31 décembre de chaque année,
- Droit de conversion : une action pour une obligation,
- Exercice du droit de conversion : à tout moment.

En cas de non-conversion, les obligations seront remboursées pour un tiers les 4ème, 5ème et 6ème année; elles donneront droit dans ce cas à une prime de non-conversion calculée à un taux tel que le taux actuariel brut global sera de 6 % l'an. Au 31 décembre 2003, aucun droit de conversion n'a été exercé.

- Fin 2003, ACTIA SA a obtenu un emprunt de 4 M€ dans le cadre du financement des coûts de développement du chronotachygraphe. Au 31 décembre 2003, une première tranche de 2 M€ a été tirée. Le déblocage du solde interviendra à l'homologation du chronotachygraphe (premier semestre 2004). En cas de non-respect de la condition de l'homologation, le remboursement est garanti par le crédit impôt recherche à hauteur de 1,6 M€ (30 juin 2004) et le solde sera remboursé avant fin 2004. Cet emprunt est assorti du respect de convenants.

- Le ratio « Endettement Net / Fonds Propres » est de 67 % au 31 décembre 2003 et 86 % au 31 décembre 2002.

L'endettement net comprend :

- dans leur totalité (part à moins d'un an et à plus d'un an):
  - les Crédits Moyen/Long Terme,
  - les Emprunts Obligataires Convertibles,
  - les Crédits Baux,
- pour leur part supérieure à un an seulement (la part inférieure à un an finançant en partie le besoin en fonds de roulement):
  - les Autres Dettes Financières,
  - les Avances Conditionnées.

Dans le calcul du ratio, le total obtenu est diminué des disponibilités.

L'endettement net ne comprend pas le financement Dailly, Escompte et Découvert.

- Les garanties données sur les emprunts et dettes financières sont listées au paragraphe des engagements hors bilan (cf. p 64).

## 2.3.13. Variation des Capitaux Propres

Le détail des variations de Capitaux Propres est le suivant :

| *Chiffres exprimés en k€* | Part de Groupe | | | | | | | Intérêts Minoritaires | | | Total Capitaux Propres |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Capital | Primes | Report à nouveau | Réserves consolidées | Résultat de l'exercice | Ecarts de conversion | **Total Part de Groupe** | Intérêts Hors Groupe | Résultat Hors Groupe | **Total Intérêts Minoritaires** | |
| **Situation au 31.12.2001** | **12 865** | **9 277** | | **15 807** | **3 693** | **393** | **42 034** | **4 180** | **228** | **4 408** | **46 442** |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent | | | 10406 | -7739 | -3 693 | | **-1 026** | 228 | -228 | | -1 026 |
| (dont dividendes 1 025 822 €) | | | | | | | | | | | |
| Résultat de l'exercice | | | | | -3 370 | | **-3 370** | | -101 | **-101** | -3 471 |
| Ecarts de conversion et autres | | | | 322 | | -1 182 | **-860** | -1 362 | | **-1 362** | -2 222 |
| **Situation au 31.12.2002** | **12 865** | **9 277** | **10 406** | **8 389** | **-3 370** | **-789** | **36 778** | **3 046** | **-101** | **2 945** | **39 723** |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent | | | 1713 | -5083 | 3 370 | | | -101 | 101 | | |
| Bons de Souscription d'Actions ACTIA | | | | 1600 | | | **1 600** | | | | 1 600 |
| Résultat de l'exercice | | | | | 1 941 | | **1 941** | | 56 | **56** | 1 997 |
| Ecarts de conversion et autres | | | | | | -908 | **-908** | -106 | | **-106** | -1 014 |
| **Situation au 31.12.2003** | **12 865** | **9 277** | **12 120** | **4 906** | **1 941** | **-1 697** | **39 411** | **2 839** | **56** | **2 895** | **42 306** |

En 2003, l'ANVAR, Agence Française de l'Innovation, et ACTIELEC TECHNOLOGIES ont signé un accord pour convertir une aide à l'innovation, versée initialement sous forme d'avance remboursable, en bons de souscription d'actions (BSA), sur la Société ACTIA, filiale du Groupe ACTIELEC TECHNOLOGIES. Le 11 juin 2003, l'ANVAR a souscrit 943 bons de souscription d'actions aux conditions suivantes :

- les bons émis permettront chacun la souscription d'une action de la Société,
- les actions nouvelles souscrites au moyen de l'exercice des bons devront être intégralement libérées lors de leur souscription à un prix de 283 € par action,
- les bons pourront être exercés à tout moment dans un délai de 8 ans à compter de l'autorisation d'émission. Au delà, les bons non exercés perdront toute valeur.

Par ailleurs, ACTIELEC TECHNOLOGIES s'est engagée à racheter à compter du 1er janvier 2008 jusqu'au 11 juin 2011 les BSA émis par ACTIA SA et entièrement souscrits par l'ANVAR, dès la première demande de cette dernière. Le prix de rachat de ces BSA par ACTIELEC TECHNOLOGIES dépendrait alors de la valeur du titre ACTIELEC TECHNOLOGIES au moment du rachat.

## 2.3.14. Capital Social

Le capital de la Société ACTIELEC TECHNOLOGIES est composé de 17 153 208 actions de 0,75 Euros chacune, soit un capital social de 12.864.906 Euros.
La situation nette d'ACTIELEC TECHNOLOGIES SA a évolué comme suit pendant l'exercice :

| *Chiffres exprimés en k€* | Solde au 31/12/02 avant Affectation | Affectation du Résultat | | Solde au 31/12/2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | Dividendes | Autres | |
| Capital | 12 865 | | | 12 865 |
| Prime d'Emission et de Fusion | 9 277 | | | 9 277 |
| Réserves Légales | 1 286 | | | 1 286 |
| Réserves Indisponibles | 189 | | | 189 |
| Report à Nouveau (y compris dividendes sur actions propres) | 10 406 | | 1 713 | 12 120 |
| Résultat Social ACTIELEC Technologies 2002 | 1 713 | | <1 713> | 0 |
| Résultat Social ACTIELEC Technologies 2003 | | | | 122 |
| **Situation Nette** | **35 737** | **0** | **0** | **35 859** |

Un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions a été consenti en 2003 au profit de mandataires sociaux, au titre des mandats exercés. Ce plan d'options de souscription ou d'achat d'actions porte sur 240 000 actions au prix unitaire de 1,92 €. La date d'échéance a été fixée au 31 août 2008. Au 31 décembre 2003, aucune option n'a été exercée.
Mis à part ce plan, il n'existe aucun autre plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en cours sur la Société ou le Groupe.

### 2.3.15. Provisions pour Risques et Charges

Elles ont évolué de la manière suivante :

| *Chiffres exprimés en k€* | Au 31/12/02 | Variation Périmètre Ecart de conversion | Augmentations | Diminutions | Au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|---|
| Provisions pour Risques | 376 | 472 | 883 | 309 | 1 422 |
| Provisions pour Charges Sociales ou Impôt différés | 382 | | 269 | 262 | 389 |
| Provision pour Indemnités de Départ à la Retraite | 1 781 | | 204 | 390 | 1 595 |
| Provisions Impôts Différés | 3 | | 17 | 3 | 17 |
| **Total** | **2 542** | **472** | **1 373** | **964** | **3 423** |

Les provisions pour risques concernent principalement des garanties sur produits et une provision pour intérêts sur moratoire.
La reprise de provision sur impôts différés concerne MEIGA.

### 2.3.16. Ventilation du Chiffre d'Affaires

Le Chiffre d'Affaires Net Consolidé par zone géographique se répartit comme suit :

| *Chiffres exprimés en k€* | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| Chiffre d'Affaires Réalisé par des Sociétés Françaises | 109 673 | 128 087 |
| ** dont Réalisé avec la France* | *97 738* | *109 020* |
| ** dont Réalisé à l' Exportation (A)* | *11 935* | *19 067* |
| Chiffre d'Affaires Réalisé par des Sociétés Etrangères (B) | 66 423 | 70 493 |
| ** dont Zone Europe* | *39 934* | *46 213* |
| ** dont Zone Amérique* | *26 489* | *24 276* |
| ** dont Zone Asie* | | *4* |
| **Total** | **176 096** | **198 580** |
| *Dont Chiffre d'Affaires réalisé pour l'étranger (A+B)* | *78 358* | *89 560* |

Le Chiffre d'Affaires Net Consolidé se répartit par activité de la manière suivante :

| *Chiffres exprimés en k€* | | 2002 | | 2003 | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | CA Consolidé de Branche | CA Consolidé Groupe Contribution Nette | CA Consolidé de Branche | CA Consolidé Groupe Contribution Nette |
| Automotive | | 135 506 | 135 411 | 151 228 | 150 824 |
| Télécommunications | (*) | 44 068 | 39 361 | 47 839 | 47 756 |
| Océanographie | | 1 324 | 1 324 | | |
| **Total** | | | **176 096** | | **198 580** |

(*) : Y compris le Chiffre d'Affaires réalisé par la Holding et qui concerne la Branche Télécommunications :

- pour l'exercice 2002, 6 109 k€ de chiffre d'affaires concernant le contrat conclu entre la DGA et Dateno,
- pour l'exercice 2003, 9 206 k€ de chiffre d'affaires concernant le contrat conclu entre la DGA et Dateno.

Pour des raisons de protection des réseaux de vente, il n'est pas fait mention de la répartition par pays étranger.

### 2.3.17. Impôts sur les Bénéfices

| *Chiffres exprimés en k€* | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| Résultat des sociétés intégrées après dotation aux amortissements d'écarts d'acquisitions | <3 605> | 1 465 |
| Impôt <crédit> | <114> | 2 275 |
| **Résultat des sociétés intégrées avant impôt** | **<3 719>** | **3 740** |

Le Groupe ACTIELEC TECHNOLOGIES, par ses branches Automotive et Télécommunications, assume des dépenses de R&D importantes. Sur les trois dernières années, la moyenne s'établit à 17,6 % du Chiffre d'Affaires Consolidé. La conséquence de cette politique volontariste se traduit d'un point de vue fiscal, par l'obtention d'un Crédit d'Impôt Recherche, ayant pour effet de réduire le taux d'impôt habituel applicable en France.

Le tableau détaillé ci-après, permet d'expliquer l'impôt dans les comptes consolidés :

| *Chiffres exprimés en k€* | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| Impôt Théorique calculé avec un taux français normal | <1 277> | 1 284 |
| Crédit Impôt Recherche | <57> | <164> |
| Dotations Amortissements Ecarts d'Acquisition | 557 | 533 |
| Effet sur l'Impôt Théorique: | | |
| - Différentiel de taux (pays étrangers, taux français) | 163 | 288 |
| - Pertes fiscales non activées | 247 | 168 |
| - Changement de taux de l'impôt | 0 | 0 |
| - Actualisation des perspectives d'utilisation des pertes fiscales | 238 | 31 |
| - Ajustement de l'impôt sur exercice antérieur | 0 | 69 |
| - Autres (y compris différences permanentes) | 15 | 66 |
| **Impôt comptabilisé** | **<114>** | **2 275** |

Nous vous rappelons que les impôts différés sont détaillés en page 57.

La répartition de l'impôt entre les résultats courant et exceptionnel est la suivante :

| *Chiffres exprimés en k€* | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| Résultat Courant | <938> | 2 355 |
| Résultat Exceptionnel | 824 | <80> |
| **Total** | **<114>** | **2 275** |

### 2.3.18. Note sur le Résultat Financier

Dans les charges financières, les éléments significatifs sont :

| | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| ▪ Intérêts et Charges Financiers Etablissements de Crédit : | 4 267 k€ | 3 694 k€ |
| ▪ Différence Négative de Change : | 2 125 k€ | 2 664 k€ |

Dans les produits financiers, les éléments significatifs sont :

| | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| ▪ Différence Positives de Change : | 1 304 k€ | 1 607 k€ |

### 2.3.19. Note sur le Résultat Exceptionnel

En 2003, aucun élément significatif n'est à signaler dans le résultat exceptionnel.

En 2002, les éléments significatifs étaient :

- la cession de la branche Océanographie (titres et ensemble immobilier) qui avait généré une plus-value de 1,4 M€, pour un prix de cession total de 3,8 M€,
- l'obtention par EBIM :
  - d'un abandon de créance ANVAR (avances conditionnées remboursables) : 229 k€,
  - d'un abandon de créance de l'Etat (TVA + Pénalités pour retard de paiement) : 245 k€.

### 2.3.20. Opérations avec les entreprises liées

| *Chiffres exprimés en k€* | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| **Bilan ACTIF** | | |
| Autres Créances | | 776 |
| **Bilan PASSIF** | | |
| Dettes Fournisseurs | 225 | 43 |
| Autres dettes | 175 | |
| **Compte de Résultat :** | | |
| Charges d'exploitation | 1 588 | 1 796 |
| Charges financières | 5 | 2 |

### 2.3.21. Rémunération aux Membres de l'Organe de Direction

Le Président du Directoire et le Président du Conseil de Surveillance d'ACTIELEC TECHNOLOGIES SA ne sont pas rémunérés par ACTIELEC TECHNOLOGIES. Un seul membre du Directoire est rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail et a perçu sur l'exercice 2003 un salaire brut de 56 792 €.

### 2.3.22. Effectif

| Effectif moyen par zone géographique | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| **France** | 922 | 1 030 |
| **Etranger** | 793 | 843 |
| **Total** | **1 715** | **1 873** |

L'accroissement de l'effectif moyen 2003 est en partie lié à l'acquisition des actifs de MULLER BEM (106 salariés).
La ventilation des effectifs au 31 décembre 2003 est la suivante :

| | Cadres | TAM | Ouvriers Employés | Total |
|---|---|---|---|---|
| **AUTOMOTIVE** | 378 | 607 | 510 | **1 495** |
| **TELECOMMUNICATIONS** | 160 | 114 | 97 | **371** |
| **ACTIELEC Technologies** | 6 | | 1 | **7** |
| **Total** | **544** | **721** | **608** | **1 873** |

### 2.3.23. Engagement Hors Bilan et Garanties sur Eléments d'Actifs

Au 31 décembre 2003, les Engagements Hors Bilan se décomposent comme suit :

| *Chiffres exprimés en k€* | 31/12/02 | 31/12/03 |
|---|---|---|
| **Engagements reçus** | | |
| Cautions Bancaires | 225 | 194 |
| **Total des Engagements reçus** | **225** | **194** |
| **Engagements donnés** | | |
| Rachat des BSA émis par ACTIA | | * 1 600 |
| **Total des Engagements donnés** | **-** | **1 600** |

Montant évoluant en fonction de la valeur du titre ACTIELEC TECHNOLOGIES (cf. p 60).

Les Garanties sur éléments de l'Actif se décomposent comme suit :

| *Chiffres exprimés en k€* | 31/12/02 | 31/12/03 |
|---|---|---|
| Effets escomptés non échus et cessions DAILLY | 18 362 | 17 576 |
| Nantissement matériel | 197 | 172 |
| Nantissement CIR | 171 | 1 738 |
| Hypothèques | 1 493 | 2 463 |
| **Total des Garanties sur Elements d'Actif** | **20 223** | **21 949** |

Les informations ci-dessus ne reprennent pas les encours de Crédit Bail qui sont traités au paragraphe des immobilisations corporelles (cf. p 55).

### 2.3.24. Politique de Couverture de Risque :

Risque de Change : Le Groupe, dans les pays où les risques sur les monnaies sont les plus sensibles, pratique depuis 1999 des facturations en Euros pour tous les flux intragroupes et limite la durée du Crédit Client sur les pays à monnaie fondante.

Risque de Taux : Le Groupe a souscrit 41 % de ses crédits Moyen et Long Terme à taux fixe contre 59 % à taux variable (dont les encours sont garantis par des contrats de CAP ou de SWAP pour 83%).

Les en-cours de Crédits Court Terme sont utilisés sur des bases de taux variables.

Au 31 décembre 2003, ACTIELEC TECHNOLOGIES S.A. avait souscrit :

- un CAP sur 3,6 M€ d'emprunts au taux maximum de 4,5% sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003,
- un SWAP (taux variable vers taux fixe) sur 3,6 M€ d'emprunts au taux de 2,76% sur une période de 2 ans à compter du 1er juillet 2003.

ACTIA S.A. exerce une surveillance quotidienne des taux. Au 31 décembre 2003, la Société avait souscrit :

- un CAP sur 4 M€ d'emprunts au taux maximum de 4,25% contre E3M sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003,
- un SWAP (taux variable vers taux fixe) sur 4 M€ au taux de 2,77% sur une période de 2 ans à compter du 1er juillet 2003.

### 2.3.25. Evènements Post-Clôture :

Aucun fait marquant n'est à signaler depuis le 31 décembre 2003.

## 2.4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE :

| RUBRIQUES | 31/12/02 | | 31/12/03 | |
|---|---|---|---|---|
| En euros | | | | |
| Résultat net des sociétés intégrées | (3 605 042) | | 1 845 498 | |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité: | | | | |
| - Amortissements et Provisions (1) | 6 298 337 | | 7 843 563 | |
| - Autres produits et charges | (3 085 474) | | (28 215) | |
| Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées | (392 179) | | 9 660 846 | |
| Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence | 82 500 | | 90 750 | |
| Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité | 1 920 178 | | 1 274 686 | |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité | | 1 610 499 | | 11 026 282 |
| Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement: | | | | |
| Acquisition d'immobilisations | (10 017 127) | | (8 695 480) | |
| Cession d'immobilisations, nettes d'impôt | 1 256 702 | | 259 259 | |
| Incidence des variations de périmètres (2) | 3 605 496 | | (967 000) | |
| Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement | | (5 154 929) | | (9 403 221) |
| Flux de trésorerie liés aux opérations de financement: | | | | |
| Dividendes versés aux actionnaires de la société mère | (1 025 824) | | | |
| Dividendes versés aux actionnaires des sociétés intégrées | (26 222) | | (8 860) | |
| Augmentations de capital en numéraire par les minoritaires des sociétés intégrées | | | | |
| Emissions d'emprunts | 5 158 939 | | 2 649 516 | |
| Remboursements d'emprunts | (8 074 404) | | (6 698 244) | |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | | (3 967 511) | | (4 057 588) |
| Variations de trésorerie | | (7 511 941) | | (2 434 527) |
| Trésorerie d'ouverture | (13 394 746) | | (20 987 718) | |
| Trésorerie de clôture | (20 987 718) | | (23 192 524) | |
| Incidence des variations de cours des devises | (81 031) | | 229 721 | |

(1) A l'exclusion des provisions sur actifs circulants.
(2) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée.

## 2.5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG

Eric Blache

KPMG Audit

9, avenue Parmentier
B.P. 2398
31086 Toulouse Cedex 02
France

14, rue Clapeyron

75008 Paris
France

**Actielec Technologies S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance**

Siège social : 25, chemin de Pouvourville – BP 4215 – 31432 Toulouse cedex 04
Capital social : €.12.864.906

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2003

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Actielec Technologies S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

## 2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1er août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note I-3 de l'annexe aux comptes consolidés expose les méthodes de calcul, de comptabilisation et d'amortissement des écarts d'acquisition.

Les règles et méthodes comptables relatives aux dépenses de recherche et développement et les règles et méthodes comptables relatives aux encours d'études et aux contrats long terme valorisés suivant la méthode de l'avancement sont décrites dans les notes II-1 et II-4 de l'annexe aux comptes consolidés.

La note II-6 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la constatation des impôts différés et à la reconnaissance des impôts différés actifs.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et les informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Toulouse et Paris, le 14 avril 2004

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
*Département de KPMG S.A.*

Philippe Saint-Pierre
*Associé*

Eric Blache

# 3. COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2003

## 3.1. BILAN

| Bilan Actif en € | | 31/12/03 | | 31/12/02 | 31/12/01 |
|---|---|---|---|---|---|
| *Rubriques* | *Montant Brut* | *Amortissements* | ***Net*** | ***Net*** | ***Net*** |
| Capital souscrit non appelé | | | | | |
| ***IMMOBILISATIONS INCORPORELLES*** | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 34 361 | 33 924 | 437 | 1 416 | 2 676 |
| Fonds commercial | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | | |
| ***IMMOBILISATIONS CORPORELLES*** | | | | | |
| Terrains | | | | | 27 225 |
| Constructions | 50 171 | 50 171 | 0 | 0 | 354 894 |
| Installations techniques, matériel, outillage | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 332 605 | 298 470 | 34 135 | 38 583 | 45 066 |
| Immobilisations en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| ***IMMOBILISATIONS FINANCIERES*** | | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | | |
| Autres participations | 40 362 888 | 2 572 097 | 37 790 791 | 37 791 120 | 31 386 821 |
| Créances rattachées à des participations | 10 314 053 | 306 724 | 10 007 329 | 10 272 074 | 14 193 095 |
| Autres titres immobilisés | 233 008 | | 233 008 | 233 008 | 233 008 |
| Prêts | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 7 382 | | 7 382 | 7 382 | 21 422 |
| **ACTIF IMMOBILISE** | **51 334 468** | **3 261 386** | **48 073 082** | **48 343 583** | **46 264 208** |
| ***STOCKS ET EN-COURS*** | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | | |
| En-cours de production de services | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | |
| Marchandises | 1 975 440 | | 1 975 440 | 2 148 733 | 3 764 424 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | 266 389 |
| ***CREANCES*** | | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 3 940 976 | | 3 940 976 | 3 602 489 | 1 560 827 |
| Autres créances | 3 012 491 | | 3 012 491 | 2 143 198 | 2 330 548 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | | |
| ***DIVERS*** | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 444 279 | 240 778 | 203 501 | 123 792 | 379 276 |
| (dont actions propres : 443 470 ) | | | | | |
| Disponibilités | 224 320 | 42 863 | 181 457 | 113 639 | 70 037 |
| ***COMPTES DE REGULARISATION*** | | | | | |
| Charges constatées d'avance | 94 523 | | 94 523 | 101 048 | 55 734 |
| **ACTIF CIRCULANT** | **9 692 029** | **283 641** | **9 408 388** | **8 232 900** | **8 427 234** |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **61 026 497** | **3 545 027** | **57 481 470** | **56 572 483** | **54 691 442** |

| Bilan Passif en € | 31/12/03 | 31/12/02 | 31/12/01 |
|---|---|---|---|
| Capital social ou individuel ( dont versé : 12 864 906 ) | 12 864 906 | 12 864 906 | 12 864 906 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | 9 276 980 | 9 276 980 | 9 276 980 |
| Ecarts de réévaluation ( dont écart d'équivalence ) | | | |
| Réserve légale | 1 286 491 | 1 286 491 | 1 160 116 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluctuation cours) | 189 173 | 189 173 | 189 173 |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes) | | | |
| Report à nouveau | 12 119 544 | 10 406 178 | |
| ***RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)*** | **121 570** | **1 713 366** | **11 558 375** |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| **CAPITAUX PROPRES** | **35 858 664** | **35 737 094** | **35 049 550** |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| **AUTRES FONDS PROPRES** | **0** | **0** | **0** |
| Provisions pour risques | | | |
| Provisions pour charges | | | |
| **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | **0** | **0** | **0** |
| ***DETTES FINANCIERES*** | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 14 497 020 | 13 407 777 | 11 653 308 |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. Participatifs) | | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | 2 714 303 |
| ***DETTES D'EXPLOITATION*** | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 965 388 | 4 790 122 | 2 625 580 |
| Dettes fiscales et sociales | 229 203 | 148 294 | 140 922 |
| ***DETTES DIVERSES*** | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 981 772 | 1 311 050 | 1 647 104 |
| Autres dettes | 2 949 423 | 1 182 146 | 860 674 |
| ***COMPTES DE REGULARISATION*** | | | |
| Produits constatés d'avance | | | |
| **DETTES** | **21 622 806** | **20 839 389** | **19 641 892** |
| Ecarts de conversion passif | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **57 481 470** | **56 576 483** | **54 691 442** |

## 3.2. COMPTE DE RESULTAT

| *Rubriques* | *France* | *Exportation* | *31/12/03* | *31/12/02* | *31/12/01* |
|---|---|---|---|---|---|
| Ventes de marchandises | 9 205 696 | | 9 205 696 | 6 109 174 | 189 130 |
| Production vendue de biens | | | | | |
| Production vendue de services | 3 683 508 | | 3 683 508 | 3 476 766 | 3 581 318 |
| **CHIFFRES D'AFFAIRES NETS** | **12 889 205** | | **12 889 205** | **9 585 941** | **3 770 448** |
| Production stockée | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | | |
| Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges | | | 46 289 | 58 986 | 75 439 |
| Autres produits | | | | | |
| **PRODUITS D'EXPLOITATION** | | | **12 935 493** | **9 644 926** | **3 845 887** |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 9 032 402 | 4 493 484 | 3 953 554 |
| Variation de stock (marchandises) | | | 173 294 | 1 615 690 | (3 764 424) |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 2 874 789 | 2 802 685 | 2 764 022 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 80 999 | 80 353 | 79 128 |
| Salaires et traitements | | | 687 909 | 716 135 | 595 984 |
| Charges sociales | | | 282 850 | 283 540 | 238 617 |
| ***DOTATIONS D'EXPLOITATION*** | | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 12 085 | 24 857 | 41 394 |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions | | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | |
| Autres charges | | | | | |
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | | | **13 144 329** | **10 016 744** | **3 908 275** |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION** | | | **(208 835)** | **(371 817)** | **(62 388)** |
| ***OPERATIONS EN COMMUN*** | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | | |
| ***PRODUITS FINANCIERS*** | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 677 406 | 1 586 550 | 1 957 558 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | 122 400 | 109 562 | 27 358 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | | 228 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 2 580 754 | 7 852 | 3 607 |
| Différences positives de change | | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | 9 627 | 4 882 |
| **PRODUITS FINANCIERS** | | | **3 380 561** | **1 713 591** | **1 993 631** |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | 172 334 | 6 183 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 596 082 | 782 329 | 598 734 |
| Différences négatives de change | | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | |
| **CHARGES FINANCIERES** | | | **596 082** | **954 663** | **604 917** |
| **RESULTAT FINANCIER** | | | **2 784 478** | **758 928** | **1 388 715** |
| **RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS** | | | **2 575 643** | **387 111** | **1 326 326** |

| *Rubriques* | *31/12/03* | *31/12/02* | *31/12/01* |
|---|---|---|---|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 296 403 | 3 241 | 5 808 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 2 083 | 3 851 993 | 10 825 025 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 266 513 | | |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | **564 999** | **3 855 234** | **10 830 833** |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 362 374 | 56 008 | 693 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 2 641 453 | 2 469 160 | 598 091 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | **3 003 828** | **2 525 168** | **598 784** |
| **RESULTAT EXCEPTIONNEL** | **(2 438 828)** | **1 330 066** | **10 232 049** |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | | |
| Impôts sur les bénéfices | 15 245 | 3 811 | |
| **TOTAL DES PRODUITS** | **16 881 053** | **15 213 751** | **16 670 351** |
| **TOTAL DES CHARGES** | **16 759 483** | **13 500 386** | **5 111 976** |
| **BENEFICE OU PERTE** | **121 570** | **1 713 366** | **11 558 375** |

## 3.3. ANNEXE

### 3.3.1. Règles et Méthodes Comptables

#### *3.3.1.1 Evènements Significatifs*

La Société ACTIELEC TECHNOLOGIES a rempli son rôle de Holding animatrice de Groupe en 2003.

Cependant, la signature en 2001 du contrat avec la DGA, contrat pour des stations terriennes au nom de ses filiales SODIELEC et DATENO, entraîne l'enregistrement des achats auprès de ses filiales et de la refacturation à la DGA en augmentation de 51 % par rapport à l'exercice 2002.

#### *3.3.1.2 Règles et Méthodes Comptables*

Les comptes annuels sont présentés conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

#### *3.3.1.3 Immobilisations Incorporelles*

Les droits et concessions sont amortis en linaire sur deux ans.

#### *3.3.1.4 Immobilisations Corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.
Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon les méthodes comptables suivantes :

- Constructions, Aménagements : Linéaire en 10 à 20 ans
- Autres : Linéaire en 4 à 10 ans

#### *3.3.1.5 Immobilisations Financières*

Les titres de participation figurent au Bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Lorsque la situation nette de la Société détenue est inférieure au prix d'acquisition et si son évolution ne prévoit pas un rétablissement, une dépréciation peut être constituée, pour autant que la valeur d'utilité soit inférieure au capital social de la Société détenue.

#### *3.3.1.6 Engagements de Retraite*

Dans les Engagements Hors Bilan, les Engagements de Retraite représentent un montant de € 78 359.

### 3.3.2. Compléments d'Informations Relatifs aux Bilan et Compte de Résultat

Les comptes sont arrêtés au 31 décembre 2003 pour une période de douze mois.

#### *3.3.2.1 Immobilisations Incorporelles*

Les valeurs brutes des **immobilisations incorporelles** ont évolué comme suit :

| *Chiffres exprimés en €* | Au 31/12/02 | Acquisitions | Cessions Virements | Au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|
| Frais d'Etablissement | 0 | | | 0 |
| Autres Immobilisations Incorporelles | 34 361 | 1 350 | 1 350 | 34 361 |
| **TOTAL** | **34 361** | **1 350** | **1 350** | **34 361** |

et les **amortissements** :

| *Chiffres exprimés en €* | Au 31/12/02 | Dotations | Reprises | Au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|
| Frais d'Etablissement | 0 | | | 0 |
| Autres Immobilisations Incorporelles | 32 945 | 2 329 | 1 350 | 33 924 |
| **TOTAL** | **32 945** | **2 329** | **1 350** | **33 924** |

#### *3.3.2.2 Immobilisations Corporelles*

Les Valeurs brutes des **immobilisations corporelles** ont évolué comme suit :

| *Chiffres exprimés en €* | Au 31/12/02 | Acquisitions | Cessions Virements | Au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|
| Terrains | 0 | | | 0 |
| Constructions | 50 171 | | | 50 171 |
| Installations Techniques, Matériel, Outil. | 0 | | | 0 |
| Autres | 326 965 | 5 641 | | 332 605 |
| Immobilisations en cours | 0 | | | 0 |
| **TOTAL** | **377 135** | **5 641** | **0** | **382 776** |

et les **amortissements** :

| *Chiffres exprimés en €* | Au 31/12/02 | Dotations | Reprises | Au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|
| Terrains | 0 | | | 0 |
| Constructions | 50 171 | | | 50 171 |
| Installations Techniques, Matériel, Outil. | 0 | | | 0 |
| Autres | 288 382 | 10 088 | | 298 470 |
| **TOTAL** | **338 552** | **10 088** | **0** | **348 641** |

### *3.3.2.3 Immobilisations Financières*

Elles ont évolué de la manière suivante :

| *Chiffres exprimés en €* | Montants des Titres au Bilan | | | | % de Détention au 31/12/03 | Capitaux Propres avant affectation de l'exercice au 31/12/03 | Chiffres d'Affaires HT 2003 | Résultats Nets au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | au 31/12/02 | | au 31/12/03 | | | | | |
| | Valeurs Brutes | Valeurs Nettes | Valeurs Brutes | Valeurs Nettes | | | | |
| **TITRES DE PARTICIPATION** | | | | | | | | |
| **Filiales & Participations > 10 %** | | | | | | | | |
| ACTIA | 17 974 718 | 17 974 718 | 17 974 389 | 17 974 389 | 99,97% | 22 708 720 | 69 423 701 | 101 238 |
| SODIELEC | 19 563 240 | 19 563 240 | 19 563 240 | 19 563 240 | 90,47% | 27 281 216 | 15 960 126 | 1 559 305 |
| PILGRIM | 2 515 791 | 0 | 2 515 791 | 0 | 99,99% | <10 316> | 45 562 | 3 110 976 |
| MORS INC | 0 | 0 | 0 | 0 | 100,00% | NC | NC | NC |
| CYT | 33 494 | 0 | 33 494 | 0 | 15,00% | NC | NC | NC |
| SCI ORATOIRE | 199 098 | 199 098 | 199 098 | 199 098 | 86,00% | 114 380 | 300 174 | 46 849 |
| SCI POUVOURVILLE | 41 161 | 41 161 | 41 161 | 41 161 | 27,50% | 1 204 765 | 577 970 | 441 914 |
| ACEM (liquidée en 2003) | 128 670 | 0 | | | | | | |
| **Filiales & Participations < 10 %** | | | | | | | | |
| DATENO | 206 | 206 | 206 | 206 | 0,006% | 3 553 821 | 12 546 324 | 969 556 |
| CIPI | 10 138 | 10 138 | 10 138 | 10 138 | 0,200% | 1 211 220 | 3 136 947 | 21 427 |
| MORS TECHNOLOGIES | 10 | 10 | 10 | 10 | 0,008% | 3 735 360 | 10 607 372 | 257 003 |
| EBIM | 17 | 17 | 17 | 17 | 0,000% | 1 299 415 | 11 064 629 | 148 468 |
| **Hors-Groupe** | | | | | | | | |
| MPC | 1 525 | 1 525 | 1 525 | 1 525 | 0,024% | NC | NC | NC |
| CONTINENTALE | 47 | 47 | 47 | 47 | NS | NC | NC | NC |
| STEM | 22 813 | 0 | 22 813 | 0 | NS | NC | NC | NC |
| CGC | 960 | 960 | 960 | 960 | NS | NC | NC | NC |
| **Total** | **40 491 888** | **37 791 120** | **40 362 888** | **37 790 791** | | | | |
| **AUTRES TITRES IMMOBILISES** | | | | | | | | |
| 1% Construction | 15 550 | 15 550 | 15 550 | 15 550 | | | | |
| Obligations PILGRIM | 2 286 735 | 0 | 0 | 0 | | | | |
| Obligations convertibles SODIELEC | 217 458 | 217 458 | 217 458 | 217 458 | | | | |
| **Total** | **2 519 743** | **233 008** | **233 008** | **233 008** | | | | |
| **AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | | | | | | | | |
| Cautionnement | 30 | 30 | 30 | 30 | | | | |
| Créances Diverses | 7 352 | 7 352 | 7 352 | 7 352 | | | | |
| **Total** | **7 382** | **7 382** | **7 382** | **7 382** | | | | |

N.S. : Non significatif N.C. : Non communiqué

### *3.3.2.4 Stocks*

Dans le cadre du contrat avec la DGA, la Société ACTIELEC TECHNOLOGIES procède à des achats à sa filiale SODIELEC. Au 31 Décembre 2003, les stocks s'élèvent à 1 975 440 €, du fait du décalage dans le temps de la facturation, selon les règles édictées par le contrat.

### *3.3.2.5 Créances et Comptes Rattachés, Autres Créances*

| *Chiffres exprimés en €* | Valeurs Brutes | Valeurs Nettes | Échéance < 1 an | Échéance > 1 an |
|---|---|---|---|---|
| Créances Ratt. à des Participations | 10 314 053 | 10 007 329 | 1 894 729 | 8 112 600 |
| Clients, Comptes Rattachés | 3 940 976 | 3 940 976 | 3 940 976 | |
| Comptes Courants Rattachés à des Participations | 2 247 959 | 2 247 959 | 1 230 181 | 1 017 778 |
| Autres Créances *(y compris charges constatées d'avance)* | 859 055 | 859 055 | 859 055 | |
| **TOTAL** | **17 362 043** | **17 055 319** | **7 924 941** | **9 130 378** |

### *3.3.2.6 Actions Propres*

Le programme de rachat d'actions propres a initialement autorisé par la COB le 14 décembre 2000 sous le VISA n° 00-2041 puis le 11 avril 2002 sous le VISA n° 02-357. Un nouveau programme de rachat d'actions propres a été autorisé par l'Assemblée Générale du 9 mai 2003 pour une durée de 18 mois. Ce nouveau programme n'a pas nécessité d'autorisation préalable de la COB car la possibilité d'annuler les actions rachetées (prévue dans les deux premiers programmes) a été supprimée. Nous rappelons que l'objectif de ce programme est la régularisation des cours en fonction des situations de marché.

Au 31 décembre 2003, SA a racheté, depuis l'origine du programme, 61 996 actions propres comptabilisées dans l'Actif Circulant pour une valeur brute de 290 318 €, soit un prix moyen d'achat de 4,68 €.

Hors programme de rachat, ACTIELEC TECHNOLOGIES détient également 1 400 actions propres comptabilisées pour une valeur brute de 153 152 €. Ces actions étaient détenues par MORS SA au moment de la fusion.

Une provision sur ces actions est effectuée en fonction du cours de clôture, soit au 31 décembre 2003 une provision totale de 239 968,97 € pour un cours de 3,21 €.

### *3.3.2.7 Capitaux Propres*

Le Capital de la Société est composé de 17 153 208 actions de 0,75 euros chacune, soit un capital social de 12 864 906 euros.

La situation nette a évolué comme suit pendant l'exercice :

| *Chiffres exprimés en €* | Solde au 31/12/02 avant Affectation | Affectation du Résultat 2002 | | Solde au 31/12/03 Avant Affectation Proposée |
|---|---|---|---|---|
| | | Réserves R.A.N. | Dividendes | |
| Capital | 12 864 906 | | | 12 864 906 |
| Prime d'Emission | 6 409 976 | | | 6 409 976 |
| Prime de Fusion | 2 867 003 | | | 2 867 003 |
| Réserves Légales | 1 286 491 | | | 1 286 491 |
| Réserves Indisponibles | 189 173 | | | 189 173 |
| Réserves Réglementées | 0 | | | 0 |
| Report à Nouveau | 10 406 178 | 1 713 366 | | 12 119 544 |
| Résultat Exercice 2002 | 1 713 366 | <1 713 366> | | 0 |
| Résultat Exercice 2003 | 0 | | | 121 570 |
| **Situation Nette (avant affectation du résultat)** | **35 737 094** | **0** | **0** | **35 858 664** |

Un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions a été consenti en 2003 au profit de mandataires sociaux, au titre des mandats exercés. Ce plan d'options de souscription ou d'achat d'actions porte sur 240 000 actions au prix unitaire de 1,92 €. La date d'échéance a été fixée au 31 août 2008. Au 31 décembre 2003, aucune option n'a été exercée.

Mis à part ce plan, il n'existe aucun autre plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en cours sur la Société.

### *3.3.2.8 Dettes*

Les dettes par nature et par échéance se répartissent de la façon suivante à la clôture de l'exercice :

| *Chiffres exprimés en €* | Échéances | | | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| | <31/12/04 | >01/01/05 <31/12/08 | >01/01/09 | |
| Emprunts & Dettes auprès des Etablis.de Crédit | | | | |
| * Emprunts MLT | 3 528 497 | 5 496 254 | | **9 024 751** |
| * Billets Trés. et Concours Bancaires CT | 5 331 227 | | | **5 331 227** |
| * Intérêts Courus sur dettes financières | 141 042 | | | **141 042** |
| Dettes fournisseurs & Comptes rattachés | 3 291 629 | 655 531 | | **3 947 160** |
| Dettes fiscales & sociales | 229 203 | | | **229 203** |
| Autres dettes | 2 949 423 | | | **2 949 423** |
| **TOTAL** | **15 471 022** | **6 151 785** | **0** | **21 622 806** |

Le détail des emprunts à moyen et long terme est le suivant :

| *Chiffres exprimés en €* | Montant Initial | Date de Souscription | Durée | Capital Restant dû au 31/12/03 |
|---|---|---|---|---|
| Crédit Agricole | 1 676 939 | 20.02.98 | 5 ans | 584 299 |
| Société Bordelaise de CIC | 457 347 | 01.10.99 | 5 ans | 107 611 |
| Crédit Lyonnais | 1 524 490 | 20.12.00 | 7 ans | 1 048 839 |
| Crédit Lyonnais | 3 048 980 | 08.02.01 | 6 ans | 2 177 843 |
| Société Bordelaise de CIC | 457 347 | 09.03.01 | 5 ans | 274 408 |
| Société Générale | 3 048 980 | 19.04.01 | 7 ans | 1 960 800 |
| Natexis Banque | 762 245 | 28.06.01 | 5 ans | 450 000 |
| Société Bordelaise de CIC | 457 347 | 11.12.01 | 5 ans | 228 500 |
| Crédit Lyonnais | 912 000 | 28.12.01 | 4 ans | 684 000 |
| Banque Courtois | 500 000 | 30.09.02 | 4 ans | 375 000 |
| Société Bordelaise de CIC | 400 000 | 25.11.02 | 5 ans | 320 000 |
| Banque Populaire Toulouse-Pyrénées | 1 000 000 | 23.12.02 | 5 ans | 813 451 |
| **TOTAL** | | | | **9 024 751** |

### *3.3.2.9 Résultat Financier*

Dans les **produits financiers**, les éléments significatifs sont :

- ✓ Intérêts sur comptes courants des filiales : 586 589,77 €
- ✓ Reprises sur provisions : obligations PILGRIM (rachetées le 08/12/03) : 2 286 735,36 €
- ✓ Les reprises sur provisions : titres et du C/C ACEM (liquidée le 03/10/03) : 164 915,84 €

Les **charges financières** sont exclusivement constituées des intérêts et charges assimilées liées aux dettes financières auprès des établissements de crédit.

#### *3.3.2.10 Résultat Exceptionnel*

Dans les **produits exceptionnels**, les éléments significatifs sont :

- ✓ Les intérêts moratoires payés par la DGA : 189 472,89 €
- ✓ Les intérêts sur emprunt obligataire PILGRIM (produit sur exercice antérieur) :106 000,00 €
- ✓ Les pénalités sur marché DGA (prises en charge de SODIELEC) : 266 512,97 €

Dans les **charges exceptionnelles**, les éléments significatifs sont :

- ✓ Les intérêts moratoires sur marché DGA (restitués à SODIELEC) : ..... 189 472,89 €
- ✓ Les pénalités sur marché DGA (prises en charge par SODIELEC) : ..... 266 512,97 €
- ✓ La sortie des obligations PILGRIM : ..... 2 286 735,26 €
- ✓ La liquidation des titres et du C/C ACEM : ..... 164 915,84 €

#### *3.3.2.11 Engagements Financiers et Sûretés Réelles Donnés*

Les sûretés délivrées par ACTIELEC TECHNOLOGIES pour le compte des ses filiales en faveur des Banques s'élèvent à 10 358 589 € au 31 décembre 2003.

Par ailleurs, ACTIELEC TECHNOLOGIES s'est engagée à racheter à compter du 1er janvier 2008 jusqu'au 11 juin 2011 les BSA émis par ACTIA SA et entièrement souscrits par l'ANVAR (1,6 M€), dès la première demande de cette dernière. Le prix de rachat de ces BSA par ACTIELEC TECHNOLOGIES dépendrait alors de la valeur du titre ACTIELEC TECHNOLOGIES au moment du rachat.

### 3.3.3. Autres Informations

#### *3.3.3.1 Situation Fiscale Latente*

Au 31 décembre 2003, la situation fiscale latente se décompose de la façon suivante :

- ✓ Déficits fiscaux reportables : 2 600 k€,
- ✓ ARD utilisables : 517 k€,
- ✓ Déficits reportables au titre des MVL LT : 2 076 k€.

#### *3.3.3.2 Effectif en fin d'année*

| | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| Cadres et agents de maîtrise | 5 | 6 |
| Employés | 1 | 1 |
| Stagiaire | - | - |
| Ouvriers | - | - |
| **TOTAL** | **6** | **7** |

### *3.3.3.3 Opérations avec les Entreprises Liées*

| Montant concernant les entreprises au 31/12/03 en euros | liées | | avec lesquelles la société a un lien de participation |
|---|---|---|---|
| **Bilan ACTIF** | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | 10 314 053 |
| Provision sur Créances rattachées à des participations | | (*) | -306 724 |
| Autres titres immobilisés | | | 217 458 |
| Autres immobilisations financières | | | 2 779 |
| Créances clients et comptes rattachés | | | 960 378 |
| Autres créances | 776 205 | | 1 471 755 |
| **Bilan PASSIF** | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 43 283 | | 2 664 932 |
| Autres dettes | | | |
| **Compte de Résultat** | | | |
| Charges d'exploitation | 1 796 430 | | 9 658 680 |
| Charges financières | 2 328 | | |
| Charges exceptionnelles | | | 455 986 |
| Produits d'exploitation | 41 | | 3 725 242 |
| Produits financiers | | | 850 762 |
| Produits exceptionnels | | | 562 910 |

(*) Provision sur Créance CYT détenue par MORS SA au moment de la fusion.

### *3.3.3.4 Politique de Couverture de Risque :*

ACTIELEC Technologies a souscrit :

- ✓ un CAP le 11 juillet 2002 sur 4,1 M€ d'emprunts au taux de 4,5% sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003. L'encours au 31 décembre 2003 s'élève à 3,6 M€.
- ✓ un SWAP (taux variable vers taux fixe) le 13 mars 2003 sur 3,6 M€ d'emprunts au taux de 2,76% sur une période de 2 ans à compter du 1er juillet 2003. L'encours au 31 décembre 2003 s'élève à 3,6 M€.

### *3.3.3.5 Rémunération aux Membres de l'Organe de Direction*

Le Président du Directoire et le Président du Conseil de Surveillance d' ACTIELEC TECHNOLOGIES SA ne sont pas rémunérés par ACTIELEC TECHNOLOGIES. Un seul membre du Directoire est rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail et a perçu sur l'exercice 2003 un salaire brut de 56 792 €.

### *3.3.3.6 Société Consolidante*

S.A. **LP²C** au capital de € 3 967 820
Siège Social : 25, Chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE
R.C.S. : Toulouse B 384 043 352

## 3.4. RAPPORT GENERAL ET RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG

Eric Blache

KPMG Audit

9, avenue Parmentier
B.P. 2398
31086 Toulouse Cedex 02
France

14, rue Clapeyron

75008 Paris
France

**Actielec Technologies S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance**

Siège social : 25, chemin de Pouvourville – B.P. 4215 – 31432 Toulouse Cedex 04
Capital social : €.12.864.906

**Rapport général des commissaires aux comptes**

Exercice clos le 31 décembre 2003

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Actielec Technologies S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## 2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.225-235, 1° alinéa, du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1er août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note I-5 de l'annexe expose les modalités de dépréciation des titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et les informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Toulouse et Paris, le 14 avril 2004

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
*Département de KPMG S.A.*

Philippe Saint-Pierre
*Associé*

Eric Blache

KPMG

Eric Blache

KPMG Audit

9, avenue Parmentier
B.P. 2398
31086 Toulouse Cedex 02
France

14, rue Clapeyron

75008 Paris
France

**Actielec Technologies S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance**

Siège social : 25, chemin de Pouvourville - Toulouse
Capital social : €.12.864.906

**Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2003

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

## Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 117 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

## Avec la société Sodielec

- Personnes concernées :
  - Monsieur Pierre Calmels
  - Actielec Technologies représentée par Monsieur Louis Pech

- **Nature et objet : Lettre d'intention en faveur du Crédit Agricole**
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention en faveur du Crédit Agricole de Millau dans le cadre d'une avance de trésorerie d'une durée de 1 an maximum pour un montant de 300.000 € à votre filiale Sodielec, ceci en préfinancement des tranches conditionnelles 3 et 4 du contrat DGA.

  L'encours de cette autorisation de découvert au 31 décembre 2003 s'élève à 298.401 €.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 1.500 € H.T.

- **Nature et objet : Lettre d'intention en faveur de la Société Marseillaise de Crédit**
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention en faveur de la Société Marseillaise de Crédit de Millau dans le cadre d'une avance de trésorerie d'une durée de 1 an maximum pour un montant de 300.000 € à votre filiale Sodielec, ceci en préfinancement des tranches conditionnelles 3 et 4 du contrat DGA.

  L'encours de cette autorisation de découvert au 31 décembre 2003 est soldé.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 1.500 € H.T.

## Avec la société Actia

- Personnes concernées :
  - Monsieur Pierre Calmels
  - Madame Marine Candelon - Bonnemaison
  - Monsieur Louis Pech
  - Monsieur Christian Desmoulins

- **Nature et objet : Caution solidaire sur encours fournisseur**
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire pour le compte d'Actia S.A. en faveur de la société Classic Composants, ceci afin de garantir le règlement de la créance de votre filiale.

  L'encours de cette créance au 31 décembre 2003 s'élève à 608.271 €.

  Le montant des commissions perçues par votre société s'élève à 3.123 € H.T.

- **Nature et objet : Caution solidaire auprès de l'ANVAR**
- Modalités :

  L'ANVAR a consenti à votre filiale Actia S.A. une avance remboursable de 1.200.000 €, dans le cadre de l'aide à l'innovation, liée à une partie du programme de développement et d'industrialisation du chronotachygraphe digital sécurisé. Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir l'avance remboursable de 1.200.000 € contracté par la société Actia S.A. auprès de l'ANVAR.

  L'encours de cette avance au 31 décembre 2003 s'élève à 720.000 €.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 6.000 € H.T.

- **Nature et objet : Caution solidaire en faveur de la Banque Courtois et du Crédit Agricole**
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir l'emprunt de 4.000.000 € contracté par la société Actia auprès de la Banque Courtois et du Crédit Agricole. Cet emprunt a été contracté dans le but de financer une partie des dépenses recherche et développement déjà engagées dans le projet du chronotachygraphe.

  L'encours de cet emprunt au 31 décembre 2003 s'élève à 2.000.000 € dont la moitié a été débloquée en 2003.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 2.389 € H.T.

## Avec la société Actia Muller Services

- Personnes concernées :
  - Monsieur Pierre Calmels
  - Monsieur Louis Pech
- Nature et objet : Caution solidaire en faveur de la SCI Luce Investissement

- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir le parfait règlement du loyer, charges et accessoires du bail consenti par la société Luce Investissement à votre filiale AMS.

  L'encours de cet engagement est de 3.345.500 € au 31 décembre 2003.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 13.224 € H.T.

**Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice**

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

## Avec la société Actia

- **Nature et objet : Convention de groupe**
- Modalités :

  La convention de groupe avec votre filiale a donné lieu au titre de l'exercice aux prestations et rémunérations suivantes :

  - Prestations continues et récurrentes : 1.810.653 € H.T.
  - Prestations financières :

    Votre société perçoit des intérêts sur avances en compte courant rémunéré au taux moyen de la ressource plus un point.

    Le solde du compte courant au 31 décembre 2003 est de 9.168.632 €.

    Les intérêts perçus au titre de l'exercice s'élèvent à 455.838 € H.T.

- **Nature et objet : Caution solidaire auprès du CRCA**
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir l'emprunt de 762.245 € contracté par la société Actia auprès du CRCA.

  L'encours de cet emprunt s'élève à 304.898 € au 31 décembre 2003.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société au titre de l'exercice 2003 s'élève à 3.048 € H.T.

- **Nature et objet : Caution solidaire auprès de la BPTP**
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir l'emprunt de 457.347 € contracté par la société Actia auprès de la BPTP.

  L'encours de cet emprunt s'élève à 209.113 € au 31 décembre 2003.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société au titre de l'exercice 2003 s'élève à 2.803 € H.T

- **Nature et objet : Caution en faveur du Crédit Lyonnais**
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution en garantie de l'autorisation de découvert de 300.000 € accordée par le Crédit Lyonnais à votre filiale Actia.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société sur l'exercice 2003 s'élève à 375 € H.T.

- **Nature et objet : Lettre d'intention en faveur de la BDPME**
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention non rémunérée en faveur de la BDPME, en vue de garantir un emprunt de 564.061 € accordée par la Banque à la société Actia. Ce crédit a été souscrit par la société Actia afin d'effectuer une avance en compte courant à la société CIPI.

  L'encours de l'emprunt s'élève à 38.098 € au 31 décembre 2003.

- **Nature et objet : Lettre d'intention en faveur de la Banque Natexis**
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention en faveur de la Banque Natexis, en vue de garantir la convention de crédit de 500.000 € accordée par la Banque à la société Actia. Ce crédit a été souscrit par la société Actia afin de financer son besoin en fonds de roulement.

  L'encours du crédit de trésorerie s'élève à 300.000 € au 31 décembre 2003. Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 4.000 € H.T. au titre de l'exercice 2003.

- **Nature et objet : Caution solidaire auprès de la Société Générale**
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir l'emprunt de 1.000.000 € contracté par la société Actia auprès de la Société Générale.

  L'encours de cet emprunt s'élève à 714.288 € au 31 décembre 2003.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société sur l'exercice 2003 s'élève à 8.036 € H.T.

- **Nature et objet : Prestations diverses**
- Modalités :
  - Votre société met à disposition de sa filiale des locaux. Cette prestation ainsi que les frais attachés, affectés au prorata des mètres carrés utilisés ont été facturés pour un montant de 519.029 € H.T.

    La taxe foncière a été facturée pour un montant de 43.489 € H.T.
  - Votre société a donné en concession à la société Actia des brevets non compris dans l'apport partiel du fonds d'industrie électronique (art. 2 et 9 du traité d'apport). Cette prestation n'a pas donné lieu à facturation.

## Avec la société Sodielec

- **Nature et objet : Convention de groupe**
- Modalités :

  La convention de groupe avec votre filiale a donné lieu au titre de l'exercice aux prestations et rémunérations suivantes :
  - Prestations continues et récurrentes : 575.144 € H.T.
  - Prestations financières :

  Votre société perçoit des intérêts sur avances en compte courant rémunéré au taux moyen de la ressource plus un point.

  Le compte courant est soldé au 31 décembre 2003.

  Les intérêts perçus au titre de l'exercice s'élèvent à 33.734 € H.T.

- **Nature et objet : Lettre d'intention en faveur du Crédit Agricole**
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention en faveur du Crédit Agricole, en vue de conforter le remboursement d'un emprunt de 2.286.735 € contracté par la société Sodielec.

  L'encours de cet emprunt s'élève à 1.575.733 € au 31 décembre 2003.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 17.809 € H.T.

- **Nature et objet : Lettre d'intention en faveur de la Société Marseillaise de Crédit**
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention en faveur de la Société Marseillaise de Crédit, en vue de conforter le remboursement d'un emprunt de 762.245 € contracté par la société Sodielec.

  L'encours de cet emprunt s'élève à 409.111 € au 31 décembre 2003.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 5.110 € H.T.

## Avec la société Mors Technologies S.A.S.

- **Nature et objet : Convention de groupe**
- Modalités :

  La convention de groupe avec votre filiale a donné lieu au titre de l'exercice aux prestations et rémunérations suivantes :

  - Prestations financières :

  Votre société perçoit des intérêts sur avances en compte courant rémunéré au taux moyen de la ressource plus un point

  Le solde du compte courant au 31 décembre 2003 est de 2.280.771 €.

  Les intérêts perçus au titre de l'exercice s'élèvent à 141.637 € H.T.

## Avec la société LP2C

- **Nature et objet : Convention de groupe**
- Modalités :

  La convention de groupe conclue avec LP2C a donné lieu au titre de l'exercice aux facturations de prestations et rémunérations suivantes :

  - Prestations continues et récurrentes :
    - Forfait annuel : 91.469 € H.T.
    - 0,85% du chiffre d'affaires consolidé : 1.779.938 € H.T.
  - Prestations financières :

  L'avance en compte courant rémunérée accordée par LP2C à votre société est soldée au 31 décembre 2003.

  Les intérêts facturés au titre de l'exercice 2003 s'élèvent à 2.328 € H.T.

## Avec la S.C.I. Les Coteaux de Pouvourville

- **Nature et objet : Contrat de bail**
- Modalités :

  Selon un bail de 12 ans du 1er décembre 1987 renouvelé en 1999, la SCI Les Coteaux de Pouvourville loue à votre société des locaux sis chemin de Pouvourville à Toulouse avec prise en charge de la moitié des frais de gardiennage, conformément à l'avenant au bail.

  Le montant des loyers versés sur l'exercice s'élève à 519.029 € H.T.

## Avec les sociétés Actia, Sodielec et Mors Technologies

- **Nature et objet : Convention de groupe**
- Modalités :

  Votre société met à disposition des ses filiales du personnel de management. Cette prestation est facturée au franc le franc, charges sociales comprises (y compris provision CP).

  Au titre de l'exercice 2003, le montant perçu par votre société s'élève à 778.682 € H.T.

### Convention conclue au cours de l'exercice et non autorisée préalablement

Nous vous présentons également notre rapport sur la convention visée à l'article L. 225-90 du Code de commerce.

En application de l'article L. 225-240 de ce Code, nous vous signalons que cette convention n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il nous appartient, sur la base des informations qui nous ont été données, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles de ces conventions ainsi que les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 117 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de cette convention en vue de son approbation.

## Avec la société LP2C

- Personnes concernées :
  - Monsieur Pierre Calmels
  - Monsieur Louis Pech
- **Nature et objet : Avance en compte courant**
- Modalités :

  Votre société a consenti à la société LP2C une avance en compte courant rémunérée aux conditions de la convention groupe. Au 31 décembre 2003 le montant de l'avance s'élève à 776.205 €.

  Aucun intérêt n'a été versé au titre de l'exercice.

Cette convention n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable pour des raisons pratiques.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Toulouse et Paris, le 14 avril 2004

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
*Département de KPMG S.A.*

Philippe Saint-Pierre
*Associé*

Eric Blache

# 4. ORDRE DU JOUR & RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 30 AVRIL 2004

## 4.1. ORDRE DU JOUR

**De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

- Rapport de gestion du Directoire sur l'exercice clos le 31 Décembre 2003, incluant le rapport de gestion du Groupe,
- Rapport du Directoire sur les options de souscription et achat d'actions prévu à l'article L225-184 du Code de Commerce,
- Rapport du Conseil de Surveillance auquel est annexé le rapport du Président du Conseil de Surveillance visé à l'article L225-37 du Code de Commerce,
- Rapports des Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission et sur les conventions visées à l'article L225-86 du Code de Commerce,
- Approbation des Comptes Annuels et de ces Conventions,
- Approbation des Comptes Consolidés,
- Affectation du Résultat,
- Ratification de la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance,
- Autorisation à donner au Directoire à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de Commerce

**De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire**

- Rapport du Directoire sur les modifications statutaires (inclus dans le rapport de gestion),
- Mise en harmonie des statuts avec les dispositions de la loi du 1er août 2003 et modifications corrélatives de l'article 26 et 27 des statuts,
- Pouvoirs à conférer.

## 4.2. RESOLUTIONS

Ce sujet est développé dans le Rapport de Gestion 2003, au paragraphe 1.10.

# 5. CONTACTS

## Pour nous contacter


## ACTIELEC TECHNOLOGIES

Société Anonyme au Capital de 12 864 906 €
Immatriculée au RCS TOULOUSE : 542 080 791 – NAF : 741J

25, Chemin de Pouvourville
B.P.74215
31432 TOULOUSE Cedex 4

Tél. : 05.61.17.61.08
Fax : 05.61.55.42.31

Par email : contact@actielec.com

Informations actionnaires :
Catherine MALLET : cmallet@actia.fr


## Notre site internet :

www.actielec.com